

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSISTANCE AUX ENFANTS

Lois des 24 et 28 juin 1904

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR

G. DE DURAND

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



MONTPELLIER

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

—
1908

L'ASSISTANCE AUX ENFANTS

Lois des 24 et 28 juin 1904

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSISTANCE AUX ENFANTS

Lois des 24 et 28 juin 1904

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR

G. DE DURAND

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



MONTPELLIER

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé de cours de Droit constitutionnel.

ANTONELLI, chargé de cours d'Économie politique.

LABORDERIE-BOULOU, chargé du cours d'Histoire du Droit.

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. BRÉMOND, *Président*.

CHARMONT,	}	<i>Assesseurs.</i>
PERREAU,		

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- BONJEAN. — Enfants dévoyés, parents coupables.
BONZON (Jacques). — Législation de l'enfance.
BRUEYRE. — Les services publics et la protection de l'enfance.
CAFFORT. — Enfants vicieux (Thèse).
DELAY (Paul). — Œuvres de préservation et de réhabilitation.
DEMANGEOT. — Innovations récentes au sujet des enfants délinquants (Thèse).
FARALICQ. — L'enfance abandonnée (Thèse).
HAUSSONVILLE (D') — L'enfance à Paris.
JOLY (Henry). — L'enfance coupable.
NICOLAÏ. — De l'éducation de l'enfance.
Rapports et statistiques des diverses œuvres de préservation.
Travaux parlementaires préparatoires de la loi.
Revue pénitentiaire, *passim*.
Revue « L'Enfant », *passim*.
-

L'ASSISTANCE AUX ENFANTS

Lois des 24 et 28 juin 1904

INTRODUCTION

Si nous en exceptons quelques règles éparses dans les diverses coutumes et qui relèvent presque davantage de la morale que du droit, nous sommes autorisé à dire que la protection de l'Enfance légalement sanctionnée ne prit naissance qu'après la grande Révolution. Et encore ce mouvement d'aide généreuse pour des êtres que leur jeune âge et leur inexpérience rendent particulièrement intéressants, ne se produisit-il que lentement, par étapes successives et quand se faisait sentir le besoin de réglementer un point déterminé. Il en résultait que cette législation de l'Enfance, peu cohérente, présentait des lacunes pratiques importantes et nécessitait par voie de conséquence une

mise au point définitive. C'est cette pensée qui a inspiré le législateur de 1904, c'est pour refondre, en les complétant, les textes antérieurs, qu'il s'est mis à l'œuvre. Nous nous sommes donné pour tâche de le suivre dans son labeur et d'étudier les innovations dont l'Enfance lui est redevable.

Mais ce labeur, on pouvait l'envisager sous plusieurs points de vue très différents. Devions-nous nous préoccuper uniquement du côté moral de la question? ou, laissant dans l'ombre toutes considérations humanitaires ou sociologiques, fallait-il nous cantonner dans une étude très sèche du fonctionnement administratif de l'Assistance aux Enfants? Un troisième parti s'offrait encore à nous : examiner quels avantages pécuniaires présentait la loi nouvelle et comment étaient gérés les fonds alloués aux services des Enfants, quel emploi était donné aux sommes dont ces derniers pouvaient disposer?

Nous avons écarté de prime abord cette troisième manière d'envisager notre sujet. Il nous a paru plus intéressant, tout en ne négligeant pas trop le côté administratif de ce dernier, de l'étudier surtout au point de vue moral. Nous nous sommes du reste engagé dans cette voie un peu à la suite du législateur.

La loi de 1904 comprend, en effet, deux parties. Dans la première (loi du 24 juin), le législateur fixe les règles qui présideront désormais à l'ad-

mission des enfants dans les services de l'Assistance. Il les divise en diverses catégories, indique quelle destination on leur donnera, dans quelles conditions ils devront être placés, quels droits on doit reconnaître à ceux qui les recevront, quels devoirs auront ces derniers vis-à-vis des enfants confiés à leurs soins. Ce sont là des considérations surtout administratives. Mais, dans une seconde partie (loi du 28 juin), le législateur se préoccupe des moyens de préserver et de réhabiliter l'enfance.

Il nous a donc paru logique de respecter le plan du législateur, en indiquant comment il avait mené à sa fin la tâche qu'il s'était donnée. Nous avons envisagé d'abord quels soins matériels étaient donnés aux enfants secourus par l'Assistance. Nous avons été tout naturellement appelé à reproduire et à expliquer les catégories d'enfants assistés créées par la loi ; à commenter trop brièvement — et nous nous excusons d'avoir passé aussi rapidement sur ces questions essentiellement juridiques — les conditions dans lesquelles se trouvaient, vis-à-vis des pouvoirs publics auxquels étaient confiée leur tutelle ou leur protection, les enfants assistés. Bien des détails intéressants nous ont sollicité, au cours de cette première partie de notre étude. Peut-être eût-il été utile de donner une plus large place à l'examen de certains de ces détails. Nous l'aurions fait

bien volontiers, et nous nous serions étendu plus longuement que nous ne l'avons fait sur l'obligation alimentaire des parents, notamment sur l'intervention du tuteur au moment de l'engagement militaire ou du mariage du pupille, sur les raisons qui ont motivé la constitution de dots pour les pupilles au moyen des libéralités qui leur étaient faites, si nous n'avions craint, pour différentes raisons, de nous trop écarter du véritable objet de notre étude.

La seconde partie de cette dernière était plus nettement limitée. Nous avons accordé une place peut-être excessive à l'examen des maux contre lesquels il convient de protéger l'enfance ; mais la lecture des travaux préparatoires de la loi nous a prouvé que les divers rapporteurs s'étaient avant nous préoccupés de bien mettre en lumière ce point de vue capital.

Il nous paraissait utile d'indiquer aussi comment et par quelles œuvres le jeune coupable, point encore irrémédiablement compromis, était ramené au droit chemin du Devoir et de l'Honneur.

Nous avons ainsi expliqué et justifié la division de notre tâche. De la lecture du texte que nous avons examiné, il ressort, croyons-nous, que les idées d'humanité et de justice, en leur sens intrinsèque, ont fait depuis cinquante ans des projets considérables dans notre pays. On parle trop de

nos jours de l'augmentation continuelle de la criminalité, pour qu'il ne soit pas consolant et reposant d'y opposer la belle floraison d'œuvres destinées à la combattre, surtout quand ces œuvres s'adressent à l'enfance abandonnée, c'est-à-dire doublement intéressante. Attaquer le mal dans son germe, c'est encore la meilleure façon de le détruire, et, comme l'a dit si éloquemment Randall : « Que l'on sauve l'enfant, et il y aura moins d'hommes à corriger et à punir. »

PREMIÈRE PARTIE
ASSISTANCE MATÉRIELLE

HISTORIQUE DE LA LOI DU 27 JUIN 1904

Il ne paraît pas inutile d'indiquer rapidement dans quelles conditions la loi de 1904 a pris naissance et de tracer son historique en quelques mots très brefs. Puisque nous allons en exposer les heureuses innovations, il n'est peut-être pas sans intérêt de noter sous quelles influences, au moyen de quelles collaborations elle a vu le jour.

Ce texte du 27 juin 1904 est, nous l'avons déjà indiqué, le résultat d'une longue série d'efforts faits en vue de la révision et de l'amélioration de la législation antérieure sur les Enfants *assistés*. Cette dernière comprenait essentiellement : 1° la loi de pluviôse an XIII relative à la tutelle des enfants admis dans les hospices ; 2° le décret-loi du 19 janvier 1811 concernant les enfants trouvés ou abandonnés et les enfants pauvres ; 3° la loi du 5 mai 1869, qui visait plus spécialement la partie financière du service. Mais plusieurs des disposi-

tions de la loi de pluviose an XIII et du décret de 1811 n'ont jamais pu recevoir aucune exécution, certaines sont tombées en désuétude, le plus grand nombre était en contradiction avec le développement pris de nos jours par cette branche de secours publics.

En 1848, la nécessité de rajeunir et de refondre toutes ces mesures se faisait déjà sentir, et M. Dufaure, alors ministre de l'Intérieur, instituait une commission de neuf membres à l'effet de préparer un projet de loi sur les Enfants trouvés. La même année, la commission de l'Assistance et de la Prévoyance publiques de l'Assemblée nationale déposait sur le même objet un rapport et une proposition de loi. Les deux projets furent renvoyés au Conseil d'Etat, qui lui-même en prépara un troisième, transmis en 1854 au Corps législatif ; il n'aboutit pas. Chargé à nouveau de rédiger un texte, le Conseil d'Etat réclama alors une enquête devant servir de base à la préparation d'une loi générale sur la matière. Cette loi générale ne fut jamais faite. On se borna à régler par la loi du 5 mai 1869 la répartition des dépenses entre l'Etat, les départements et les communes. Cependant une sorte de droit prétorien, de jurisprudence administrative, avait été créée par les instructions ministérielles, obligées de devancer l'action parlementaire, à côté des vieux textes périmés. Mais à cette jurisprudence, plus humaine dans ses aspirations, mieux

adaptée aux réalités pratiques, manquait l'autorité et la fixité d'une loi organique. Elle se heurtait d'autre part aux dispositions de la loi du 10 août 1871 dont l'article 46 confère aux Conseils généraux la mission d'organiser les dépenses du service des enfants assistés. Il était donc indispensable d'aboutir au plus tôt.

En janvier 1889, M. Monod, chef de la direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au ministère de l'Intérieur, présentait à son ministre un rapport signalant les principales réformes à apporter dans la législation des Enfants assistés. Ce rapport, renvoyé à l'examen du Conseil supérieur de l'Assistance publique, fut revu par M. Brueyre, ancien chef de la division des Enfants assistés, et le texte issu de cette collaboration fut déposé par le Gouvernement au Sénat en février 1892. M. Théophile Roussel, en 1898, et après lui M. Strauss, en 1901, déposèrent leurs rapports, et en mars 1904 le projet de loi fut voté après une brève discussion. Après avoir ajouté quelques modifications de détail, la Chambre des députés adopta à son tour la loi qui fut promulguée au *Journal Officiel* du 30 juin 1904 : « Le texte qui nous est soumis est bon, disait un membre de la Chambre au début de la séance du 14 juin 1904 ; il suffirait de très peu de choses pour le rendre très bon ; dans tous les cas, la plupart des points sujets à critique pourront être facilement amendés

par le règlement d'administration publique qui interviendra prochainement ; le reste devra être tôt ou tard modifié. » Cette opinion de M. de la Ferronnays nous paraît exacte : il nous semble que l'œuvre du législateur de 1904 « est bonne, très bonne même » et qu'elle a fait faire un grand pas à l'organisation de l'Assistance aux Enfants. Nous allons voir maintenant comment elle fonctionne pratiquement et quelles modifications elle a apportées à l'état de choses antérieur.

CHAPITRE I

Admission dans les services de l'Assistance

Dans certaines pièces de théâtre, dans certains romans d'aventure qui font état de provoquer l'émotion en suscitant la curiosité, dans toute cette littérature à bon marché qui paraît en feuilletons ou par brochures à 0 fr. 65, l'auteur place généralement le début de son action dans quelque sombre asile de l'Assistance publique, dont « le tour » vient de recevoir une petite créature, que les parents ne veulent pas ou ne peuvent pas nourrir. Et c'est maintes fois que nous avons eu l'occasion de parcourir des scènes de ce genre, où une femme voilée, après s'être débarrassée de son léger fardeau, s'enfuit pendant que l'enfant abandonné est recueilli, épave anonyme, par la Charité publique.

Vieilles descriptions, cadre désormais impossible. L'article 8 de la loi de 1901 supprime l'ancien système du tour, tout au moins dans son installation mécanique, et c'est maintenant d'une façon moins dramatique que les enfants sont reçus à l'Assistance publique. Leur admission se fait à bureau ouvert, c'est-à-dire qu'ils sont accueillis sans production d'acte de naissance ou d'actes quelconques, sans déclaration du nom de la mère ni renseignements d'aucune sorte. Mais ce genre d'admission n'est possible que jusqu'à l'âge de sept mois. Cette condition peut amener des difficultés. Comment l'employé inférieur pourra-t-il se rendre compte que l'enfant n'a pas dépassé la limite fixée par les règlements ? D'autre part, on a dû prévoir et éviter des abus. C'est pourquoi l'on a pensé qu'en fixant à sept mois l'âge auquel l'enfant pourra être reçu sans pièces ni enquête, on donnerait une juste mais suffisante satisfaction aux partisans de l'admission à bureau ouvert. Mais il ne s'agit ici que des enfants trouvés ou abandonnés. Hélas ! ils ne sont pas les seuls dont l'Assistance doit s'occuper, et, si nous les avons signalés les premiers, c'est que leur mode d'admission présente une particularité qu'il nous a paru opportun de mentionner tout de suite pour n'avoir plus à y revenir. Mais ces enfants, que la loi de 1904 range sous l'étiquette de Pupilles de l'Assistance, sont considérés de même manière et

reçoivent les mêmes soins que les orphelins et les enfants pauvres recueillis en vertu de la loi de 1889, eux aussi pupilles de l'Assistance. Nous sommes donc autorisé à étudier à la fois ces quatre espèces d'enfants assistés, puisque la loi les place sur le même pied, et à nous occuper maintenant des pupilles de l'Assistance publique.

CHAPITRE II

Pupilles de l'Assistance publique

Sont qualifiés enfants, pour l'exécution de la présente loi, dit son article premier, les mineurs de l'un et l'autre sexe, placés sous la protection ou sous la tutelle de l'Assistance. Cette définition, qui fut critiquée à la Chambre des députés, peut cependant se justifier au point de vue historique. Le décret de 1811, en effet, interdisait à l'hospice dépositaire des enfants abandonnés, de recevoir des enfants qui auraient atteint leur douzième année. D'autre part, le premier projet de la loi actuelle fixait à seize ans l'âge jusqu'auquel l'admission, sauf décision contraire du Conseil général, conservait un caractère obligatoire en cas d'abandon. Le texte voté au Sénat, modifié entre la première et la deuxième délibération, a supprimé ces mots

« qui ont moins de seize ans révolus au moment de leur admission dans le service. » Le mot enfants doit donc être entendu au sens large comme le mot mineurs qui le suit dans l'article premier et l'explique. L'article 1^{er} nous indique ce que nous devons entendre par enfants. L'article 2 nous dit quelle est la situation, quelles sont les différentes sortes d'enfants dénommés Pupilles de l'Assistance. Ces enfants — nous en avons indiqué plus haut les quatre variétés, — sont sous la tutelle de l'Assistance publique. Comment et par qui s'exerce cette tutelle ?

TUTELLE DES PUPILLES

La tutelle des pupilles de l'Assistance publique, instituée par la présente loi, dit son article 11, est exercée par le préfet ou par son délégué, l'inspecteur départemental.

C'est donc le préfet qui est désormais investi de la tutelle. En pratique il exercera cette tutelle par l'intermédiaire de son délégué, l'inspecteur départemental, mais celui-ci agira non en vertu d'une vocation propre, mais d'une délégation préfectorale. Pour bien comprendre les raisons qui ont motivé cette attribution au préfet de la tutelle

des pupilles, il est nécessaire de se reporter au régime tutélaire antérieur à la loi de 1904. Le Code civil, dans son article 405, se borne à indiquer : « Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomination du tuteur. » Comment trouver ce tuteur pour les enfants pauvres autres que ceux que les lois et décret dont nous allons parler avaient placés sous la tutelle hospitalière et pour lesquels le service des enfants assistés avait été organisé ? Autant de questions que le régime ancien laissait sans réponses et qui recevaient des solutions arbitraires, partant variables. La loi de pluviose an XIII modifia une loi du 27 brumaire an V, ainsi conçue : « Les enfants abandonnés seront jusqu'à majorité ou émancipation sous la tutelle du président de l'Administration municipale de l'arrondissement dans lequel sera l'hospice où ils auront été portés. » Elle (la loi de pluviose an XIII) substitua aux administrations municipales les commissions administratives des hospices et déclara dans son article 11 que « les enfants trouvés et les enfants abandonnés seraient sous la tutelle de la commission administrative des hospices, conformément aux règlements existants : un membre de ces commissions sera spécialement chargé de ces tutelles. » « La pratique de ce régime, écrivait M. Théophile Roussel, dans son rapport du

3 juillet 1898, a varié selon les départements.

» Le plus souvent la commission administrative, formant conseil de famille, a délégué la tutelle à un seul de ses membres qui est devenu ainsi le tuteur collectif de tous les mineurs ; dans certains hospices, la tutelle a été répartie entre les divers membres de la commission, mais sans perdre jamais le caractère de tutelle collective, chaque membre ayant toujours un nombre plus ou moins considérable de pupilles, dispersés dans les campagnes, chez leurs nourrices, en pension chez des cultivateurs ou dans des ateliers d'apprentissage, et tous ou presque tous, en règle générale, inconnus personnellement de leur tuteur et sans relations avec lui. »

M. Dufaure, en 1849, constatait, en constituant une commission extra-parlementaire dans le but de réformer ces commissions administratives, que l'incurie de ces dernières « était une des causes principales de la mauvaise éducation des malheureux enfants. » Et on devine quel était le tort réservé à ces « malheureux enfants » quand, parvenus à l'âge de 13 ans, ils se voyaient privés de la faible allocation versée par les départements. « C'était, disait M. de Watteville, cité par M. Roussel dans le rapport que nous indiquions plus haut, la mauvaise conduite pour les garçons entrés dans l'industrie ; pour les filles la prostitution, dont elles constituaient le contingent dans

les maisons spéciales à concurrence d'un cinquième. » Les agents du pouvoir central s'émurent alors de cet état de choses et, à partir de 1850 environ, les circulaires ministérielles donnent à l'inspecteur départemental mission de suppléer à ce qu'avait d'insuffisant la tutelle des administrateurs des hospices. Les commissions administratives acceptèrent volontiers l'adjonction de cet auxiliaire. La loi du 5 mai 1869, en déchargeant les hospices dépositaires de toute contribution aux frais d'entretien des enfants assistés, et en centralisant davantage toutes les parties du service entre les mains de l'inspecteur départemental, a eu pour effet d'accentuer encore ce déplacement d'autorité. A la tutelle légale appartenant de droit aux commissions hospitalières est venue peu à peu se substituer la tutelle administrative qui a fini par dominer et restreindre la première, réduite désormais aux seuls actes qui ne peuvent être valables sans son intervention. C'est l'inspecteur départemental qui s'occupe de placer les enfants, de les surveiller, qui prépare leurs contrats d'apprentissage, discute leurs salaires, suit les versements à faire pour leur compte à la caisse d'épargne. La mission du tuteur légal ne consiste plus qu'à donner ou à refuser le contentement au mariage, à l'émancipation, à l'engagement militaire des pupilles, et encore, dans cette sphère limitée, l'action du tuteur se borne-t-elle le plus souvent à

ratifier les propositions de l'inspecteur. (Rapport du 31 mars 1904, p. 13.)

Mais on a estimé que cette dualité de pouvoirs, l'un de fait, l'autre de droit, pouvait entraîner des conflits regrettables. Il convenait d'en détruire le principe en enlevant légalement aux commissions des attributions devenues un anachronisme. La loi du 24 juillet 1889 permettait déjà aux tribunaux qui prononçaient la déchéance de la puissance paternelle, de confier la tutelle des enfants maltraités ou moralement abandonnés à l'Assistance publique. C'est ce système que le législateur a entendu généraliser, en conférant aux préfets, avec faculté de délégation, la tutelle de tous les pupilles de l'Assistance.

Le texte de l'article 11 modifie l'article 24 de loi du 24 juillet 1889, qui faisait de l'inspecteur départemental le représentant de l'Assistance publique au regard des enfants visés par cette loi. Mais cet article 11 n'abroge en aucune façon, quand il s'agit d'enfants maltraités ou moralement abandonnés, les titres 1 et 2 de la loi du 24 juillet 1889. Toute personne peut donc, au cours d'une action en déchéance, s'adresser au Tribunal pour obtenir de lui la remise de la personne de l'enfant sous l'obligation de remplir vis-à-vis de lui le rôle de tuteur officieux. Et c'est seulement au cas où ce dernier deviendrait incapable de pourvoir aux besoins de l'enfant, que la loi de 1904 reprendrait son empire.

CONSEIL DE FAMILLE DES PUPILLES

A côté du tuteur, la loi de 1904 (art. 12) institue un conseil de famille formé par une commission de sept membres, élus par le Conseil général et renouvelables tous les quatre ans. On n'a pas voulu composer ce conseil avec des membres de la commission administrative. Les attributions du tuteur sont celles que détermine la loi civile. L'article 14 de la loi de 1904 établit une dérogation aux principes portés par le Code civil. « Les biens du tuteur, dit cet article 14, ne sont pas soumis à l'hypothèque légale instituée par l'art. 2121 du Code civil. Les intérêts du pupille sont garantis par le cautionnement du fonctionnaire, chargé de la manutention des deniers et de la gestion des tiers. » Cette réglementation exceptionnelle s'explique et se justifie par ce fait que le tuteur, n'ayant pas le maniement des fonds appartenant au pupille, n'a pas besoin d'en répondre par une hypothèque légale. Quant au comptable public, il a un cautionnement qui garantit sa gestion. La loi de 1904 se préoccupe aussi de déterminer la nature des placements faits pour le compte des pupilles. Il nous paraît que c'est là une question qui sort un peu du

cadre que nous nous sommes fixé, puisque nous voulons écarter tout point de vue pécuniaire. Nous la laisserons donc dans l'ombre. Elle ne présente du reste qu'un intérêt médiocre. Nous négligerons de même et pour les mêmes raisons les reddition et approbation de comptes, et les frais d'entretien.

CHAPITRE III

Placement des Enfants assistés

Nous venons de voir qui avait autorité sur l'enfant. Occupons-nous de savoir maintenant quels soins matériels lui sont donnés, comment il est placé pendant ses jeunes années et mis plus tard en apprentissage.

Loi Roussel. — Le service des enfants assistés est réglé par le Conseil général. Quelles sont les règles qui président à la mise en œuvre du service ? L'article 24, s'occupant des enfants en bas âge, indique qu'un pupille, âgé de moins de sept mois, ne peut être confié à une nourrice dont le dernier enfant n'a pas sept mois révolus. »

Cet article, l'un des plus importants parmi ceux du titre III, a pour objet de remédier, autant que faire se peut, aux lacunes de législation existante, telle qu'elle résulte de la loi du 23 décembre 1874,

pour la protection des enfants du premier âge et des nourrissons en particulier. Cette loi — dite loi Roussel — pose dans son article 8 une règle très sage, demeurée malheureusement sans application. « Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du maire de la résidence indiquant si son dernier enfant est vivant et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prescrit par l'article 12 de la présente loi. »

Aucune mesure, d'autre part, n'a été édictée en faveur de l'enfant de la nourrice qui élève chez elle un nourrisson étranger, la loi Roussel ne visant, dans son article premier, que « tout enfant de moins de deux ans, placé, moyennant un salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de ses parents. » D'où il suit (rapport de M. Bienvenu-Martin) que l'enfant de la nourrice placée, improprement appelée nourrice sur lieu, s'il est protégé par un texte, n'est pas protégé en fait : tandis que le propre enfant de la nourrice dite à emporter, de celle qui reste au logis où elle recueille l'enfant d'autrui, de la nourrice sédentaire, en un mot, n'est protégé ni en fait ni en droit. La conséquence de cette situation c'est que, presque fatalement, la nourrice sera forcée de

soumettre l'un et l'autre des enfants élevés par elle simultanément à l'allaitement mixte, ou bien elle devra condamner l'un des deux à l'allaitement purement artificiel. Ce sont là deux inconvénients aussi graves l'un que l'autre et auxquels il importait d'obvier. C'est ce que fait précisément le texte de l'article 24.

A partir de sept mois, en effet, l'enfant de la nourrice et le pupille de l'Assistance peuvent, sans trop de dangers, être soumis à l'allaitement mixte. L'allaitement par la mère est reconnu le meilleur, celui qui diminue le plus les chances de mortalité infantile. Il eût donc été périlleux de favoriser un autre mode, en décidant qu'une femme pourrait élever un pupille au biberon, quand son enfant n'aurait pas sept mois. D'autre part, l'allaitement artificiel exige les précautions les plus minutieuses, précautions qu'excluent précisément les occupations et les mœurs de nos campagnes.

DEVOIR DES NOURRICES

Mais les soins que les nourriciers doivent aux enfants qui leur sont confiés ne se limitent pas au domaine matériel. L'article 25 de la loi de 1904 indique que « le nourricier est tenu, à l'égard du

pupille, aux obligations auxquelles sont assujettis les parents, par la loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire. » Aux termes de l'article 7 de cette loi, « le père », le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant, le patron chez qui l'enfant est placé devra, quinze jours avant l'époque de la rentrée des classes, faire savoir au maire de la commune s'il entend faire donner à l'enfant l'instruction dans la famille ou dans une école publique ou privée ; dans ces deux derniers cas, il indiquera l'école choisie. » Les nourriciers sont désormais ajoutés à cette liste et devront, sous leur responsabilité et sous les sanctions de la loi, remplir vis-à-vis du pupille toutes les obligations qu'elle édicte.

Il convient, avant de terminer ces quelques considérations sur l'état des pupilles de l'Assistance dans la loi nouvelle, de signaler une excellente amélioration apportée par cette dernière à la question du placement et de la surveillance. Les textes nouveaux rendent obligatoire le placement, et autant que possible le placement à la campagne, c'est-à-dire dans les conditions d'hygiène et de moralité les plus favorables à l'enfant. Les frères et sœurs sont, autant que possible, placés dans une même famille ou du moins dans la même commune. Le lieu de placement reste secret, sauf décision contraire du préfet, dans l'intérêt de l'enfant. L'apprentissage agricole est encore une

mesure à signaler. Le texte indique que l'enfant y sera voué de préférence, ce qui marque qu'on devra compter avec la diversité d'aptitude des enfants. L'apprenti sera pourvu d'un trousseau ; un contrat civil, dispensé de timbre et d'enregistrement, déterminera les conditions de ce placement.

DU CARACTÈRE SECRET QUE PRÉSENTENT LES
PLACEMENTS DE L'ASSISTANCE

L'ancienne organisation du « tour » donnait l'impression que l'enfant qui lui était confié disparaissait de la scène du monde. Il devenait un anonyme, un numéro, et nul ne pouvait rétablir sa filiation, ni même le milieu social auquel il appartenait. Il est resté quelque chose de tout cela, et l'enfant confié à l'Assistance n'est connu que des personnes affectées au service : le secret le plus rigoureux pèse sur lui et sur son passé. « L'article 378 du Code pénal, dit l'article 36 de la présente loi, relatif au secret professionnel, est applicable à toute personne engagée dans le service des enfants assistés. En aucun cas les dossiers concernant les enfants assistés ne sont distraits du bureau de l'inspecteur, si ce n'est pour être remis au préfet.

» Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la production de l'acte de naissance, il pourra y être suppléé, si le préfet estime qu'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat d'origine dressé par l'inspecteur et visé par le préfet.» C'est donc par suite de la volonté formelle du législateur que des mesures aussi rigoureuses sont prises pour assurer le secret et laisser ignorer à tous ce qu'est devenu tel enfant confié à l'Assistance. Pourquoi, demandera-t-on peut-être, toute cette réglementation, et dans quel but a-t-elle été édictée? : « Si l'article 36, au titre IV, est rendu applicable en l'espèce, ce n'est pas, écrit M. Bienvenu-Martin dans son rapport du 31 mars 1904, que des plaintes motivées par la divulgation de secrets de famille se soient élevées soit contre les fonctionnaires de l'inspection, soit contre les employés des hospices dépositaires. Mais un luxe de précautions ne saurait offrir d'inconvénients et aura le grand avantage de rassurer les mères qui ont une faute à cacher.

Il est bien évident que seules « les personnes engagées dans le service » sont visées par la loi. Mais les tiers, les personnes étrangères au service, desquelles aucun engagement n'a été obtenu, qui ne sont pas dépositaires, par état ou par profession, des secrets d'autrui, ne sauraient encourir les sanctions de cet article. Ce dernier, quand il parle de dossiers, entend désigner les dossiers généraux

qui souvent renferment des secrets très graves : aussi n'a-t-on pas cru devoir étendre à la commission de surveillance le droit à la communication intégrale. Si la santé ou la conduite d'un enfant exigent l'intervention de la commission, le préfet fera, pour éclairer cette dernière, un dossier spécial. Mais, dans aucun cas, le dossier concernant les origines ne pourra être communiqué. Cet article 36 présentera encore cet avantage, que les cas où l'abandon sera pratiqué sans qu'il soit accompagné d'aucun renseignement, se feront plus rares. Les déposants, en effet, auront moins de répugnance à constituer un état civil s'ils ont la certitude que cet état civil ne sera pas divulgué.

OBLIGATION DES PARENTS VIS-A-VIS DES ENFANTS RECUEILLIS

Si l'Assistance publique accueille aussi largement que possible tous les enfants qui lui sont confiés, il ne s'ensuit pourtant pas que les parents de ces enfants se doivent considérer comme affranchis de toute obligation envers eux. La créance que crée à l'encontre des parents le Code civil aussi bien que la morale demeure entière, et il y doit être fait droit, si les ressources pécuniaires des parents le permettent. L'article 203 du Code

civil stipule que « les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir leurs enfants. » A défaut des père et mère, décédés ou hors d'état de subvenir aux besoins des enfants, l'obligation alimentaire passe au grand-père ou à la grand'mère, et, à défaut, aux autres ascendants supérieur dans l'ordre suivant lequel la loi les appelle à succéder. Toute stipulation contraire aux dispositions que nous venons d'énoncer et qui sont d'ordre public, serait nulle conformément à l'article 38.

BIENS LAISSÉS A LEUR MORT PAR LES PUPILLES

Mais il peut se faire qu'un pupille de l'Assistance vienne à décéder en laissant une certaine fortune. Qu'advient-il dans ce cas ? Deux hypothèses peuvent se présenter. Ou bien le pupille sera décédé sans laisser d'héritiers, ou bien au contraire il laissera des parents qui seront fondés à faire valoir leurs droits sur son patrimoine. Examinons successivement l'une et l'autre des espèces.

« Les biens du pupille décédé, dit l'article 41, lorsqu'aucun héritier ne se présentera, seront recueillis par le département et consacrés, confor-

mément aux dispositions de l'article 51 de la présente loi, à la création de dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes. » Cet article 41 réalise une des innovations les plus intéressantes de la loi. L'article 8 de la loi de pluviôse an XIII appelait les hospices à recueillir les biens des enfants assistés décédés sans héritiers. Cette institution a perdu sa raison d'être depuis que l'entretien de ces enfants a cessé d'incomber aux hospices. Les biens désormais seront transmis au département, à la charge de créer des dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles. » C'est là, a dit M. l'abbé Lemire à la Chambre, une interprétation des plus naturelles de la volonté présumée de l'enfant. On fait de sa fortune ce qu'il en aurait probablement fait lui-même. Il est tout naturel que, comme il n'a pu fonder une famille, on attribue son bien à ceux qui, étant comme lui pupilles de l'Assistance publique, sont en quelque sorte ses frères et sœurs d'adoption.

LIBÉRALITÉS FAITES AUX DÉPARTEMENTS

Les biens qui seront ainsi affectés à la création de dots de mariage proviennent donc de deux

sources : 1° des pupilles de l'Assistance décédés ; 2° des dons et legs qui auront été faits aux départements. Ces derniers ne pourront jamais servir à la diminution des dépenses nécessitées par le service et devront toujours, d'une façon générale, sauf clause d'exception, rentrer dans la caisse de la dotation pour mariage. Les revenus de ces dons et legs seront de même capitalisés et exclusivement affectés à la constitution de dots. Les dots pourront être remises, soit en nature, soit en argent. La commission départementale conservera sur ce point la plus grande latitude.

Si le pupille décédé laisse, au contraire, des héritiers, ceux-ci pourront réclamer l'abandon des biens du pupille, mais à une condition, indiquée par l'article 42. « Les héritiers qui se présentent pour recueillir la succession d'un pupille, dit cet article, sont tenus d'indemniser le département de l'entretien de l'enfant. Les revenus perçus par le département entrent en compensation jusqu'à due concurrence. » Cette règle, inspirée de la loi de pluviôse an XIII, ne nécessite aucune explication et se justifie d'elle-même.

Nous en avons fini avec les pupilles de l'Assistance et nous allons examiner maintenant les enfants placés non plus sous la tutelle, mais sous la protection de l'autorité publique. On peut en distinguer plusieurs catégories.

CHAPITRE IV

Enfants secourus en dépôt et en garde

Si nous nous reportons à l'article 2 de la loi de 1904, nous y trouvons la classification suivante :

ART. 2. — Le service des enfants assistés comprend :

1° Les enfants dits secourus et en dépôt, qui sont sous la protection de l'autorité publique.

2° Les enfants en garde, qui sont également sous la protection de l'autorité publique.

L'article 3 (loi 1904) nous indique ce qu'il faut entendre par enfant secouru : « L'enfant secouru est celui que sa mère ne peut pas nourrir ni élever faute de ressources, et pour lequel est accordé le secours temporaire institué en vue de prévenir son abandon... » L'enfant en dépôt (article 4) « est celui qui, laissé sans protection ni moyen d'existence par suite de l'hospitalisation ou de la détention de ses père, mère ou ascendants, est recueilli

temporairement dans le service des enfants assistés... » Et enfin, l'enfant en garde est celui (art. 5) dont la garde a été confiée par les tribunaux à l'Assistance publique, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

Nous connaissons les trois catégories d'enfants *protégés* par l'autorité publique. Mais tout d'abord notons entre les enfants protégés et les pupilles de l'Assistance cette différence primordiale que, tandis que les derniers sont sous la tutelle des pouvoirs publics et voient en quelque sorte ceux-ci se substituer à leurs parents, les premiers reçoivent simplement des secours et restent toujours sous la direction et l'autorité de leurs guides naturels. Cette distinction une fois faite, étudions séparément chacune des catégories d'enfants protégés.

A. *Enfants secourus*. — Sous la rubrique d'enfants secourus, l'article 3 cite uniquement les enfants qui reçoivent du département les secours à domicile prévus et réglementés par l'article 7 de la loi. Cet article accorde au Conseil général le droit de fixer le taux des secours nécessaires pour permettre à la mère indigente de garder son enfant ou de le mettre en nourrice. Aux termes du même article, si la nourrice cesse de recevoir le salaire régulièrement convenu avec la mère, le secours peut être mandaté au nom de la nourrice. Mais l'article 8 veut que cette décision soit prise

par le préfet. Le secours peut être maintenu lors même que l'enfant ou la mère n'habite plus le département. Notons que l'article 7 admet au secours les mères d'enfants légitimes qui, par une choquante anomalie, en étaient jusqu'à présent exclues. On peut s'étonner et regretter que le secours soit subordonné à la condition que le père ait abandonné sa famille. Le père peut en effet se trouver dans un état d'indigence ou de maladie, rendant bien évidemment parfaitement équitable l'allocation dont s'agit. Félicitons-nous néanmoins que ce même article 7 accorde à la mère, en cas de légitimation de l'enfant secouru, une prime accessoire qui, à défaut d'autres résultats, tendra toujours à assurer la situation légale des enfants.

Nous ne saurions trop insister sur les excellents résultats donnés par l'attribution de secours aux mères que leur état d'indigence met dans l'impossibilité de garder près d'elles et d'élever leurs enfants. Ces secours permettent en effet que le bébé reçoive les soins qui lui sont si nécessaires. Ils rendent possible l'éducation dans la famille, et ce bienfait moral ne nous paraît pas un des moins appréciables. De la sorte ce noyau si intéressant et d'une si grande valeur au point de vue social : la famille, peut conserver son intégrité et produire le maximum de ses heureux effets.

B. *Enfants en dépôt.* — Cette catégorie a été créée depuis la loi de 1904. Leur dénomination

indique que leur hospitalisation est seulement temporaire. « Leur situation, écrit M. Bienvenu-Martin, dans son rapport du 31 mars 1904, se distingue d'une part de celle des enfants secourus proprement dits, en ce qu'ils sont, non comme ces derniers, assistés à domicile, mais momentanément recueillis, d'autre part de celle des enfants trouvés ou abandonnés en ce qu'ils ne sont que temporairement à la charge de l'Assistance publique, qu'ils ne sont pas sous la tutelle de celle-ci et que dès que cesse l'hospitalisation, ou la détention de leurs père, mère ou ascendants, ils peuvent être repris par eux sans autorisation, car il n'y a eu ni déchéance, ni déplacement de la puissance paternelle.

C. *Enfants en garde*. — La loi du 9 avril 1898 a nécessité l'adjonction de cette catégorie d'enfants protégés. Reproduisons ici les articles 4 et 5 de cette loi sur la répression des actes de violence et de cruauté commis envers les enfants :

ARTICLE 4. — Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction pourra, en tout état de cause, le ministère public entendu, ordonner que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'Assistance publique. Toutefois, les parents de l'enfant, jusqu'au

cinquième degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur et le ministère public pourront former opposition à cette ordonnance; l'opposition sera portée à bref délai devant le Tribunal en chambre du conseil par une simple requête. »

ARTICLE 5. — « Dans les mêmes cas, les Cours et Tribunaux, saisis du crime ou du délit, pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant. »

Ces articles nous intéressent seulement quand la garde de l'enfant est confiée à l'Assistance publique et en tant que cette garde s'exerce au point de vue matériel. Nous la connaissons du reste puisqu'on agit à l'égard de l'enfant en garde comme vis-à-vis des enfants en dépôt ou des pupilles. La seule différence réside dans l'étendue des droits exercés par l'Administration sur ces enfants. Mais nous les avons déjà indiqués et nous n'y reviendrons pas. Nous retrouverons ces catégories d'enfants dans la seconde partie de cette étude, quand nous nous préoccupons de savoir quels sont les moyens de protection morale employés pour sauvegarder et garantir leur trop grande inexpérience.

DEUXIÈME PARTIE

PRÉSERVATION DE L'ENFANCE

Donner aux enfants des secours matériels constitue une belle œuvre, mais qui serait insuffisante si elle ne trouvait un complément tout naturel dans les organisations de protection morale. On sait malheureusement trop quelles pitoyables conséquences ont si généralement l'abandon de l'enfance et, ce qui est pire, les mauvais exemples qu'elle a sous les yeux. Combien de parents, par inaction, par un coupable mépris de leur devoir ou — si l'enfant se révolte et menace — par crainte, s'abstiennent d'inculquer à leurs fils les principes solides qui les mettent à même de résister aux tentations malsaines. L'enfant, ainsi abandonné, déserte l'école, descend dans la rue et, par entraînement, par sot amour-propre parfois, contracte les pires habitudes, s'adonne aux métiers les plus vils, va de déchéances en déchéances, jusqu'au jour où il vient s'échouer, définitivement gangrené et perdu, sur les bancs de la Cour d'assises. Peut-être aurait-il fallu bien peu pour garder honnête ce malheureux dévoyé. Un encouragement

opportun, un appui donné à temps eussent retenu l'enfant sur la pente du vice. Mais, faute d'avoir entendu cet encouragement, faute d'avoir eu cette aide, l'abandonné est devenu un vicieux et le vicieux un criminel. Nombreux sont ceux qui ont senti l'utilité d'une intervention, qui ont tenté de remplacer le père incapable et ont fondé, dans ce but, des œuvres de préservation.

Il y a quelques six ou sept ans, la « criminalité des jeunes », pour parler comme M. Garraud, augmenta dans de telles proportions que l'opinion publique, édifiée par les récits des journaux, s'émut. De l'enquête faite par M. Henri Turot, en avril 1900, dans un de nos grands quotidiens, il résultait que depuis dix ans, de 1890 à 1900, la criminalité avait décuplé chez les adolescents. Les forfaits relatés dans les feuilles publiques trahissaient chez leurs auteurs une perversité déconcertante, une cruauté froide et raisonnée, trop justement inquiétante. C'est ainsi que le *Petit Journal* citait le cas de deux frères, âgés de 12 et 11 ans, dont l'un, l'aîné, avait pour maîtresse une petite fille de 10 ans !! Le cadet ayant obtenu les faveurs de cette précocité Messaline, l'aîné lui fit une scène de jalousie, au cours de laquelle il le blessa de deux coups de couteau au visage. Un autre journal rapporte l'exemple d'un enfant, assailli par ses petits camarades, âgés de 10 à 11 ans, dans le but de lui voler les quelques sous

que sa mère lui avait donnés pour aller faire un achat.

On trouve encore, dans le livre si intéressant de M. Georges Bonjean « Enfants révoltés et parents coupables », le cas singulièrement attristant d'un incendiaire de huit ans et demi, qui, par jalousie, une jalousie brutale et irraisonnée, tenta une première fois de mettre le feu à la robe de sa petite sœur de trois ans. « Et, nous dit M. Georges Bonjean, comme on est intervenu à temps pour éteindre cet incendie monstrueux, il combine un plan nouveau. Il se procure du pétrole et en arrose le lit où dormait sa petite victime, en compagnie d'une sœur un peu plus âgée et qu'il expose ainsi sans remords à la même catastrophe, puis il met le feu au pétrole... La Providence permet que le père arrive à temps pour sauver les deux fillettes. »

N'est-il pas aussi profondément navrant de lire les deux faits suivants qu'un journal a pu, le même jour, réunir sous une même rubrique « Les mauvais fils ».

Le premier est l'histoire d'un malheureux père qui survient, au moment où son fils est en train de fracturer son armoire. Et comme il pousse un cri de surprise indignée, son fils, âgé de dix-sept ans à peine, le somme en ricanant, et en le menaçant de la pince-monseigneur qu'il tient à la main, de lui livrer ses clefs sur l'heure. Le malheureux affolé se laisse fouiller sans résistance, mais

quand son fils, son forfait accompli, disparaît en lui lançant encore une dernière insulte, le pauvre père, après avoir écrit une longue lettre à sa femme, allume un réchaud et s'étend sur son lit en attendant la mort qui ne tarde pas à venir.

La seconde histoire est la lamentable odyssée d'un misérable vaurien qui tente d'égorger sa mère parce que cette dernière lui refuse de l'argent et lui donne le conseil d'en gagner par son travail.

Nous pourrions multiplier les exemples de cette nature. Mais il nous paraît que cette énumération, hélas ! trop édifiante, suffit à montrer quelles limites peut atteindre la dépravation morale chez les jeunes. Ce qu'il est intéressant de noter, ce sont les causes d'où dérivent de semblables perversités.

CHAPITRE PREMIER

Causes physiologiques de cette criminalité des jeunes

DES LOGEMENTS INSALUBRES

Et tout d'abord, il convient, pour être très équitable, de faire une large part aux facteurs matériels et aux facteurs physiques. On sait quels efforts sont tentés de nos jours pour améliorer le sort des classes pauvres et donner à leur existence un cadre tout au moins hygiénique. L'œuvre est malheureusement gigantesque et les difficultés auxquelles elle se heurte en contrarieront longtemps le succès. Et pourtant, dans les grandes villes et surtout dans les faubourgs où l'agglomération humaine est très dense, la question de salubrité et d'hygiène est d'une importance capitale. Malgré

tout ce qui a déjà été entrepris dans ce sens, il reste encore beaucoup à faire et nous pouvons indiquer le manque d'hygiène comme une cause de dépravation. Tous les faubourgs parisiens traversés par les boulevards extérieurs renferment des voies lépreuses, des cités cachées où le vice se conserve et se perpétue comme dans les trous de vieux murs, les nids de vipères. Tous les enfants qui naissent là, croissent dans une atmosphère de maladie et de vice. Pères, mères alcooliques et épuisés, fils tuberculeux et chétifs mais précoces, voilà la triste humanité que ces quartiers abritent. Les querelles, les grossièretés, les spectacles de répugnante ivrognerie, les débauches cyniques s'étalent là, fleurs du mal, à l'abri de tout regard indiscret. La police elle-même ne s'y rend qu'en force et le moins souvent possible. Ces lieux où manquent l'hygiène et la salubrité constituent un terrain singulièrement favorable à l'éclosion de la dégénérescence et du crime.

Une des plaies sociales, toujours à ce même point de vue, c'est l'hôtel meublé. La majorité de ces hôtels meublés, de ces « garnis » pour employer une expression consacrée, sont d'une malpropreté lamentable. Tenus par des gens rapaces et peu scrupuleux sur tout ce qui touche à l'honneur et à la vertu, ils abritent de nombreux malfaiteurs. D'autre part, ils sont un refuge tout indiqué pour les familles ouvrières expulsées ou celles qui,

ayant mis leurs meubles au Mont-de-Piété, ont eu la paresse de se constituer un ménage. Là, dans ces hôtels, les enfants d'ouvriers honnêtes coudoient les filles et les souteneurs. Ils se créent dès l'âge la plus tendre (13-14 ans) des relations mauvaises, et le père qui travaille et est resté honnête s'étonne que son fils ait mal tourné. L'hôtel meublé, c'est la maison de tout le peuple errant qui stagne dans la misère et n'en peut plus sortir. Il faut voir ces chambres d'hôtels garnis, aux meubles branlants et cassés, aux draps sales, étroites, mal aérées, sur une arrière-cour d'où monte une odeur de graillons. Une servante peu rétribuée fait, tant bien que mal, le ménage des clients. Bien souvent l'hôtelier est brocanteur et en même temps il se fait là dans l'arrière-boutique, loin des regards de la police, bien des transactions honteuses. Tous les jeunes malfaiteurs, auteurs de vols qualifiés, de vols à l'étalage, avec la complicité des filles de mauvaise vie, connaissent, pour les habiter encore ou les avoir déjà habités, de semblables hôtels. C'est aussi dans ces hôtels que va se réfugier le jeune adolescent qui fait ses premières fugues avec les prostituées du quartier. C'est là qu'il vient s'échouer définitivement quand il veut être libre, loin de toute tutelle embarrassante. On comprend quels exemples trouvent dans ces milieux profondément gangrenés les enfants d'ouvriers que la misère y a chassés.

DES FACTEURS MORBIDES. — DE L'ALCOOLISME

Il convient encore, puisque nous recherchons ici contre quels maux l'enfance doit être protégée, de signaler les facteurs morbides. Les trois grands fléaux — pour ne nous occuper ici que des maladies chroniques, en négligeant les maladies passagères beaucoup moins redoutables — qui dévorent notre société, sont la tuberculose, la syphilis et l'alcoolisme. Des deux premiers nous ne dirons pas grand'chose, sinon qu'ils relèvent surtout de la médecine et que l'œuvre du moraliste et du législateur, soucieux de sauvegarder l'enfance, consistera simplement à retirer du milieu contaminé l'être jeune et sur lequel la contagion exercerait de si regrettables influences. L'alcoolisme, hélas ! est d'invention relativement récente, et l'on connaît trop tous les ravages dont il est l'auteur pour qu'il soit nécessaire de les signaler longuement. Indiquons simplement, au moyen de chiffres empruntés à une statistique déjà un peu vieille, la progression de la consommation alcoolique. A l'époque de la Révolution, en 1789, on fabriquait à peu près 350.000 hectolitres d'alcool.

En 1860, le chiffre s'est élevé à 940.000 hectolitres, mais, en 1898, la production totale s'élève à 2.412.000 hectolitres, et à 2.600.000 en 1900. Ce qu'il importe surtout de noter, c'est que le mal qui, autrefois, n'atteignait que les hommes, se généralise de plus en plus et gagne maintenant la femme et l'enfant. Or ceux-ci ont un organisme moins résistant et les effets toxiques de l'alcool sont d'autant plus violents et rapides.

L'alcoolisme de la nourrice, voilà un des aspects angoissants de l'alcoolisme moderne. On abreuve la nourrice de vins toniques contenant une forte proportion d'alcool et, inconsciemment, croyant bien faire, on alcoolise l'enfant. Celui-ci est bientôt atteint de convulsions et meurt d'une façon inexplicquée, ou, s'il survit, il conserve une prédisposition à boire qui le conduira à l'alcoolisme. Voici ce que disait, au Congrès international de 1895, un congressiste étranger, M. le docteur de Navignany : « L'abus des alcools introduit dans la descendance le penchant à l'ivresse. C'est un danger terrible qui se traduit par l'accroissement du nombre des femmes ivrognes et par la propagation de la débauche. Cette loi fatale et tragique a été reconnue par Platon, Plutarque (*ebrii gignunt ebrios*) et Aristote. Avec le lait de la mère ivrogne, le vice de l'alcoolisme s'introduit dans l'enfant et empoisonne son sang dès la naissance. Le vice est inné à l'enfant, se déve-

loppe et accentue sa faiblesse intellectuelle, morale, physique. »

En Normandie, la plupart des femmes, pendant que leurs maris sont à l'atelier ou aux champs, se réunissent avec des bouteilles d'eau-de-vie, et l'on boit de l'alcool dans ces réunions comme on y boirait du thé. Les enfants qui vont à l'école ont une petite bouteille de vin de Calvados dans leur panier. Les blanchisseuses, au lavoir, ont leur fiole dans la poche, et l'une des choses qui les amuse beaucoup est de ramener l'une d'elles, la plus ivre, sur la brouette à linge... On peut s'imaginer les effets de ce régime chez les femmes qui nourrissent un enfant. Au bout de plusieurs générations, on aboutit à la disparition de la race. Dans les usines, l'apprenti est entraîné par les ouvriers au cabaret, et, comme les autres, l'adolescent boit de l'absinthe et fume la cigarette. L'alcoolisme fait partout d'incalculables ravages.

Ce fléau se manifeste soit à l'état aigu soit à l'état chronique. Dans le premier cas, c'est de l'ivresse passagère qui n'est pas dangereuse si le fait est exceptionnel. Cependant, dans une hypothèse, l'alcoolisme aigu est redoutable. En effet, l'enfant conçu pendant une crise d'ivresse naît dégénéré. Il est presque fatalement condamné à l'épilepsie, à la scrofule ou à toute autre maladie du même genre. L'alcoolisme chronique, plus sournois, est par conséquent beaucoup plus dan-

gereux. Il s'insinue lentement, sous des allures débonnaires, dans l'organisme qu'il ruine peu à peu. Il détruit les organes les plus faibles, auxquels il s'attaque de préférence. Et quand survient une épidémie, les premières victimes sont presque toujours des alcooliques. Mais le plus terrible effet de ce mal redoutable, c'est la répercussion sur la descendance. On entend souvent des gens émettre ce sophisme : « Mais il m'est bien permis de boire. Après tout, je ne fais du tort qu'à moi-même. » Monstrueuse erreur et qui témoigne seulement du coupable aveuglement de ceux qui tiennent de pareils discours. Si l'on peut n'avoir qu'une pitié très relative pour le malade alcoolique, de quelle compassion notre cœur n'est-il pas saisi quand nous voyons de pauvres êtres innocents que d'indignes parents ont mis au monde, en leur donnant la souffrance avec la vie.

Qu'il nous soit permis de citer ici, dans son entier, cette éloquente page du docteur Legrain, résumant d'une façon saisissante la question de l'hérédité alcoolique. « Une conférence, dit-il, suffirait à peine pour vous décrire les monstrueux produits enfantés par l'alcoolique. Sachez seulement que la nature, avide sans doute de se débarrasser au plus vite des faibles, procède ici avec une rapidité sans pareille. Dans l'espace de trois ou quatre générations au plus, on voit des familles disparaître complètement. Les procédés ne man-

quent pas. Les enfants d'ivrognes forment un véritable musée pathologique. Débilité constitutionnelle, rachitisme, tuberculose, épilepsie, hystérie, etc., voilà pour le physique ; débilité intellectuelle, imbécillité, idiotie, folie précoce (particulièrement impulsion à boire), mauvais instincts, démoralisation, crime, voilà pour le moral. Tel est le cas des hérédo-alcooliques... »

Indépendamment de ses effets dans l'organisme de l'alcoolique et de sa descendance, l'alcoolisme est une cause de perturbation sociale. Il est destructeur de la famille. La plupart des divorces, dans le peuple — où ils sont de plus en plus nombreux — sont dus à une seule cause : le mari boit, et quand il rentre ivre, bat sa femme et ses enfants. Il dépense toute sa paie. S'il ne la dépense pas en une fois, il la dépense peu à peu dans le cours de la semaine, par la faute du crédit. A Paris, l'ouvrier boit la goutte le matin, avant d'aller à l'usine ; à midi, c'est l'apéritif ; après déjeuner, nouvelle goutte ; le soir, nouvel apéritif. Le marchand de vins fournit tout à crédit, et, le jour de la paie, une grande partie du salaire tombe dans sa caisse. Un fait caractéristique montre cette désorganisation de la famille : certains tenanciers d'estaminets, dans le Nord, ont construit près de leur établissement des hangars destinés à recevoir les femmes, en attendant que leurs maris aient fini de boire, les jours de paie. On devine ce que peut

devenir l'éducation de l'enfant qui grandit avec le spectacle de choses aussi viles.

L'alcoolisme augmente la mortalité dans des proportions considérables. Il engendre le crime et le délit. L'assassinat, le meurtre, les coups et blessures, les attentats à la pudeur, outrages, rébellion contre les agents de l'autorité, etc., etc. en sont la conséquence. M. Garraud, au Congrès pénitentiaire de 1900, s'exprimait en ces termes :

« La statistique de l'année 1897 présente une interruption marquée des progrès signalés depuis 1894. La plus forte augmentation est relative au délit de coups et blessures qui a provoqué des poursuites contre 3.911 mineurs en 1880 et 6.452 en 1897. L'explication la plus vraisemblable d'un si rapide accroissement des faits de violence délictueux commis par les jeunes gens, est celle qui a été donnée pour rendre compte de la progression des faits de même nature imputés aux prévenus de tout âge. C'est l'alcoolisme qui est ici le grand coupable, l'alcoolisme des mineurs, facteur fréquent de la récidive et de la criminalité. » Les départements où l'on boit beaucoup sont ceux qui fournissent le plus de condamnés. Ceux où l'on boit le moins en comptent moitié moins.

Tel est le bilan de l'alcoolisme. Ce ne sont en résumé que maladies, souffrances, ruines et mort. Si l'on songe que c'est nous qui avons créé ce fléau, que nous le maintenons malgré tout, que

chaque jour de retard amène de nouvelles déchéances, on ne peut s'empêcher de ressentir un profond sentiment de tristesse. Et si l'on considère que ce redoutable fléau n'est qu'une des causes qui engendrent le mal et les fautes de l'enfance abandonnée ou pervertie, on est plus effrayé encore. Nous ne pouvons enregistrer encore pour enrayer les progrès de l'alcoolisme en ce qui concerne l'enfant — car c'est le seul point de vue qui nous préoccupe à cette heure — que des palliatifs ou des moyens dérivés. Mais il nous paraît que l'on doit apporter une volonté tenace à poursuivre le mal sans trêve, avec l'espoir que le nombre des voix, qui, chaque jour, s'élèvent plus pressantes, parviendront jusqu'au législateur.

DE L'HÉRÉDITÉ

Nous venons de signaler un des plus puissants ennemis de l'enfance. Hélas ! nous ne sommes point encore au bout de la tâche que nous nous étions proposée : rechercher les influences mauvaises contre lesquelles il convient de protéger l'enfant. A côté de l'alcoolisme, aussi redoutable que lui, peut-être, il convient de mentionner l'hérédité.

L'hérédité est une loi physiologique en vertu de laquelle tout homme qui naît, apporte avec lui, à un degré plus ou moins grand, les qualités ou les défauts physiques et moraux de ses auteurs. L'atavisme n'est qu'une hérédité plus éloignée et qui relie le petit-fils à ses ascendants. Le principe de cette loi est indiscutable mais les conséquences n'en sont point à l'abri de toute controverse. L'hérédité est-elle absolue ? c'est-à-dire l'enfant est-il la reproduction exacte de ceux qui l'ont engendré ? Ne peut-on réagir contre l'hérédité ? Ce sont là deux problèmes qui, sans modifier l'essence du principe, peuvent en changer considérablement les effets.

Il est aujourd'hui très évident que l'on doit repousser l'axiome de Jean-Jacques Rousseau « L'enfant naît bon ». Cette affirmation n'a pu résister aux données de la psychologie moderne. La vérité est que l'enfant ne naît ni bon ni mauvais. Il a en lui, dès les premiers jours, ou des germes profondément ancrés, ou seulement des prédispositions. Mais à la question « L'hérédité est-elle absolue ? » nous pouvons hardiment répondre « non ». A notre avis la tare héréditaire peut disparaître à moins qu'elle ne soit parvenue à un degré de gravité qui doit, à bref délai, détruire l'organisme et éliminer la race elle-même. Il existe une limite en deçà de laquelle on peut réagir, et, comme c'est là ce qui se présente dans la majorité des

cas, il n'est pas indifférent de constater l'étendue du pouvoir de notre volonté. Toute la théorie de l'école d'anthropologie repose sur l'immuabilité de l'influence héréditaire.

Il est indubitable, disait Lombroso, que l'on ne peut rien contre les influences de l'hérédité, du sexe, de l'âge, et que la catégorie des criminels nés et des fous criminels est adhérente à tous les états sociaux. « Criminel-né, est un terme équivalent à immobilité, c'est-à-dire à ce qu'il y a de plus contraire à la vie. Dire qu'un criminel est un criminel-né, c'est dire qu'il est condamné à rester tel, qu'aucun mouvement, qu'aucun effort n'est et ne sera jamais susceptible de le modifier. Bien fou serait celui qui pourrait affirmer une chose pareille. Chaque individu reçoit un apport héréditaire, mais cet apport il le modifie toujours, soit en l'aggravant, soit en l'atténuant. Plus la tare héréditaire est grave, plus elle sera tenace, plus il sera difficile de s'en libérer. Nos tares sont le résultat de désagréations organiques plus durables, voilà tout, mais il est insensé de les considérer comme fixes. Le moindre progrès est une grande victoire et en cela comme en tout le premier effort est le plus difficile. Cela seul suffirait à condamner le système de l'anthropologie criminelle. Dans le problème de l'hérédité le phénomène du mélange des sangs est un de ceux qui sont le plus indéchiffrables. Car en somme ce n'est pas un apport

héréditaire que nous recevons en naissant, c'est deux. Or, dans quelle proportion ces apports se sont-ils neutralisés, éliminés, fortifiés, par leur antagonisme dans le corps, c'est là un profond mystère. De tout cela naît l'immense diversité humaine, et ces lois sont à l'encontre des solutions absolues que certaines sciences voudraient nous imposer.

M. Henri Joly exprime très bien le jeu de l'hérédité dans une très belle page. « Il est aussi difficile, dit-il, de nier l'action de l'hérédité sur les mœurs, qu'il est difficile d'en déterminer les lois et d'en marquer l'étendue et les limites. A chaque instant, dans toutes les classes de la société, nous entendons dire comme nous disons nous-mêmes : il n'est pas surprenant que ce jeune homme ait mal tourné ; c'est toute la nature de son père ou de sa mère... Généralement, ce n'est pas au hasard que l'on tient ce langage, si fréquent ; on a connu l'ascendant, on a suivi, par exemple, ses tentatives avortées, on s'est rendu compte de la triste logique avec laquelle ses fautes se déterminaient l'une l'autre, sous l'impulsion primitive d'un tempérament ne sachant pas ou ne voulant pas se laisser gouverner. On connaît aussi le descendant ; on sait tout ce qui a été fait pour lui, on se rappelle les événements qui auraient dû l'éclairer, le toucher, le libérer de son esclavage ; on pense à ces moments trop courts où l'on avait obtenu de lui des promes-

ses sincères et même, semblait-il, quelques efforts ; puis la nature a repris le dessus et tous les fruits du dévouement qu'on lui avait témoigné ont été perdus en quelques instants. Ce qui fortifie encore bien des fois cette conviction qu'on a affaire à une hérédité funeste, c'est qu'à côté de celui qu'on observe et sur lequel on gémit, on voit un frère, une sœur qui ont hérité de l'autre ascendant. Que de fois n'assiste-t-on pas à un pareil spectacle dans ces familles populaires, clientes des œuvres charitables et habituées à laisser voir à nu leur misère ! Ici un ouvrier laborieux, honnête, estimé de ses patrons, ne se permettant jamais un écart, mais ayant épousé une femme coquette, dépensière et qui le trompe ; là, au contraire, une femme délicate, dévouée à tous ses devoirs, qui se tue littéralement pour sa famille, et dont le mari ne peut se fixer nulle part, si ce n'est au cabaret ! Que de fois, dans ces intérieurs peuplés de 4, 5, 6 enfants, ne voit-on pas une jeune fille, en tout semblable à une telle mère et charmant ses visiteurs, tandis qu'une de ses sœurs est déjà une vagabonde et sera demain une fille publique. »

Mais l'existence d'une tare héréditaire n'implique pas nécessairement chez l'héritier la réédition des mêmes effets. L'hérédité de la folie peut créer, par exemple, chez les descendants, une perversion spéciale, une aptitude à l'acte mauvais qui n'est pas de l'aliénation mentale. Certains docteurs d'ail-

leurs prétendent qu'on ne peut différencier un aliéné d'un criminel. M. le docteur Féré, dans son livre « Dégénérescence et criminalité », montre le jeu des tares héréditaires. Les parents des criminels et des dégénérés, bien que constituant un argument en faveur de l'importance du rôle de l'hérédité dégénérative, dans la genèse de la criminalité, s'oppose à ce que l'on considère l'hérédité comme une prédisposition fatale au crime. Toute dégénérescence peut se transmettre héréditairement sous une autre forme dégénérative, de préférence, il est vrai, sous une forme connexe : c'est ainsi que certaines formes s'associent plus volontiers dans les familles (goutte, diabète et débilité, folie et épilepsie, rhumatisme et hystérie)... Il est fréquent par exemple de voir le crime et la folie alterner dans la même famille ; en raison de cette alternance possible et fréquente, l'hérédité ne peut pas servir de base à des mesures préventives du crime. »

S'il est des cas où l'on remarque l'existence de l'hérédité, il en est où on ne la constate plus. Tels sont ceux que citait M. Longueville, inspecteur des enfants assistés, au Congrès pénitentiaire en 1895. « L'atavisme ne saurait être érigé en règle absolue... Ici quelques exemples : Un ménage a été condamné à une longue détention pour crime de meurtre avec préméditation. Les enfants que l'Assistance a recueillis sont de bons sujets

et arrivés à un âge où il est permis de penser que leur conduite ne se modifiera pas. Un pupille de près de 15 ans est recherché, envié par les cultivateurs de la contrée où il se trouve en placement. On se le dispute, pour ainsi dire. Or sa mère subit une détention de deux années pour escroquerie. »... Une statistique rapportée par Lombroso démontre qu'à la maison de réforme d'Elmira, en Amérique, 38,2 pour 100 des détenus étaient descendants d'ivrognes. Or, on sait, M. le docteur Féré nous l'a dit avec sa haute autorité, que toutes les dégénérescences sont sœurs du crime.

Il nous faut conclure de tout cela que l'hérédité est un mal existant, mais qu'il ne faut pas le considérer comme irréductible. Et l'on est très autorisé à espérer qu'en prenant l'enfant très jeune à la famille tarée, on pourra peut-être effacer ou tout au moins fortement atténuer l'influence de l'hérédité.

DE LA MAUVAISE INFLUENCE DE L'ATELIER

Ce qui vient augmenter encore et rendre plus désastreux les funestes effets de l'hérédité, ce sont les conditions d'existence dans lesquelles sont

placés les enfants dès qu'ils ont la force nécessaire d'être placés et de constituer pour leurs parents une source de revenus. Dans le peuple, en effet, on n'admet pas que l'enfant reste sans rien faire. Dès treize ans, l'enfant doit commencer à rapporter. C'est même une des causes auxquelles M. Jacques Bonzon attribue la décadence de l'apprentissage. « Il faut attribuer surtout la décadence de l'apprentissage, nous dit ce dernier, aux familles des apprentis. Ceux-ci, durant deux ou trois ans, s'ils sont logés ou entretenus par le patron, n'en reçoivent par contre presque jamais de salaire. Si l'on place l'enfant dans un grand atelier, il gagnera tout de suite et la famille en profitera. Seulement, au lieu d'un ouvrier habile, on n'aura d'ordinaire qu'un manœuvre sans adresse et mal rétribué. » On place l'enfant un peu au hasard, sans souci de ses aptitudes, suivant les conseils d'un ami ou les bruits qui viennent aux parents d'un métier plus lucratif, ou même, simplement, dans l'usine la plus proche.

LOIS PROTÉGEANT L'ENFANT A L'ATELIER

Avant 1789, la question de l'enfant dans l'atelier n'avait pas préoccupé les esprits, pour plusieurs raisons, d'abord parce que la grande usine n'exis-

tait pas ou presque pas, et aussi parce que les organisations spéciales des corporations fixaient les rapports entre apprentis, compagnons et maîtres. L'apprenti vivait de la vie du maître et dans sa maison. Après la Révolution, après la suppression des privilèges des corporations, où trouve deux importants événements dans la vie ouvrière intéressant particulièrement les enfants. C'est d'abord, après 1830, la création d'usines où la vapeur est employée. C'est ensuite la décadence de l'apprentissage, qui fait place à l'emploi pur et simple de l'enfant et de l'adulte, considérés comme des ouvriers ordinaires, moins vigoureux, moins habiles, partant moins payés. Il n'y a plus ou presque plus d'apprentis, logeant chez le patron et travaillant au pair pour apprendre un métier. L'apprentissage perdra de plus en plus le caractère familial, que l'on retrouve dans l'article 8 de la loi des 22 février-4 mars 1851 (1).

Une ordonnance de police du 16 septembre 1806 est le premier texte présentant une réglementation du travail des enfants, mais on ne peut la citer que pour mémoire, car elle intéresse seulement la

(1) ART. 8. — Le maître doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison, soit au dehors, et avertir ses parents ou leurs représentants des fautes graves qu'il pourrait commettre ou des instincts vicieux qu'il pourrait manifester.

corporation des serruriers et des menuisiers. La loi du 21 mars 1841 est la première loi qui ait été promulguée sur le travail des enfants dans l'industrie. M. Jacques Bonzon, dans un livre très documenté, auquel nous empruntons déjà quelques lignes plus haut des considérations intéressantes, fait remarquer à juste titre que nous avons imité ce qui avait été fait en Angleterre où la progression rapide de l'industrie manufacturière avait fait surgir, beaucoup plus tôt que chez nous, l'idée de réglementation du travail de l'enfance. Le « Factory Act » de Guillaume IV (1833) a utilement inspiré la loi du 22 mars 1841. D'après celle-ci, l'enfant peut être admis, dans les ateliers, à partir de huit ans, mais jusqu'à l'âge de treize ans il ne peut être employé à un travail de nuit. Cette loi, notoirement insuffisante, a été remplacée par celle du 9 mai 1874, loi type que l'on n'a fait que perfectionner jusqu'à ce jour.

Cette loi du 9 mai 1874 défend d'employer l'enfant jusqu'à l'âge de douze ans, sauf dans certaines industries (filatures de coton, soie, laine, lin, verreries, etc.) où on peut le prendre à partir de dix ans. Elle réglemente la durée du travail (6 ou 12 heures suivant l'âge); elle interdit le travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans, celui du dimanche, le travail souterrain (mines, carrières, et le travail dans des industries dangereuses. La charge que peut prendre un enfant est déterminée suivant

les âges. La loi se préoccupe de la culture intellectuelle de l'enfant et prend des mesures pour qu'il ne parte pas à l'atelier sans justifier de quelques connaissances élémentaires. Le livret de travail est institué par l'art. 10. Enfin — c'est là une importante disposition, dont la négligence était le vice capital de la loi de 1841 — elle organise un service d'inspection du travail, comprenant des inspecteurs, des commissions locales, une commission supérieure. Toute une série de décrets postérieurs complètent la loi et en comblent les lacunes.

La loi du 2 novembre 1892 apporte les modifications suivantes : l'âge normal d'admission, dans les ateliers, passe de 12 à 13 ans. On exige un certificat d'aptitudes physiques. L'âge maximum, où la loi cesse de s'occuper de l'ouvrier mineur, monte de 16 à 18 ans. On le voit, en ce qui concerne les enfants et adolescents, la nouvelle loi a ajouté peu de choses à la précédente. Mais si peu importantes que soient ces modifications, il nous a néanmoins paru intéressant de les noter.

Il existe donc, nous le voyons, une importante législation, protectrice de l'enfant à l'atelier. Toutefois l'organisation actuelle n'est pas exempte de reproches. Nous montrerons tout à l'heure ce qu'est l'atelier au point de vue moral. Considérons-le maintenant au seul point de vue physique. Une constatation est à faire tout d'abord ; c'est que

les industriels ont accepté avec beaucoup de mauvaise grâce le nouvel état de choses, et que, point accoutumés à ce régime, qu'ils appellent une entrave à la liberté du travail, ils résistent et cherchent par tous les moyens à tromper la surveillance du service d'inspection du travail. Les plus réfractaires à la loi sont les petits patrons, hier encore ouvriers et qui font porter ou traîner des charges fort lourdes à leurs apprentis et se plaignent quand on leur applique la loi. D'autre part, les industriels font de fréquentes demandes pour obtenir des faveurs au préjudice du texte de la loi. Les circulaires du ministère du Commerce sont intéressantes à consulter à cet égard.

Les contraventions aux diverses prescriptions relatives à la limitation des fardeaux, sur la voie publique, ayant été très nombreuses à la suite de la loi de 1874, on dut étendre la compétence aux agents de police, gardes champêtres, gendarmes, concurremment avec les inspecteurs du travail, pour dresser procès-verbal. Le ministre de l'Agriculture et du Commerce, M. de Meaux, disait, dans une lettre du 26 février 1876, adressée aux préfets : « Monsieur l'Inspecteur divisionnaire du travail des enfants vient de m'adresser un rapport dans lequel il appelle mon attention sur les nombreuses infractions aux règlements commises par les industriels en ce qui concerne les fardeaux portés ou trainés par les enfants au-dessous de

16 ans. Ces infractions, qui sont déplorables au point de vue du développement de l'enfance, ont déjà occasionné plusieurs accidents. Il importe donc de remédier au plus tôt à cet état de choses si funeste pour les enfants employés dans l'industrie. »

Nous assistons aussi aux efforts faits par les industriels pour obtenir l'abaissement de l'âge des enfants, contrairement à la tendance constante de la législation. C'est qu'hélas ! on considère l'enfant beaucoup moins comme un apprenti que comme un ouvrier payé moins cher, et on serait désireux de ne plus rencontrer d'entraves légales au rendement de travail qu'on voudrait lui imposer. Cette décadence de l'apprentissage est une chose trop évidente pour qu'il soit nécessaire d'y insister plus longtemps. Nous nous contenterons d'emprunter à un publiciste, M. Charles Laurent, cette page si vraie : « Regardons attentivement, nous dit-il, ce qui se passe dans un ménage de bons ouvriers, laborieux et économes, lorsque l'enfant, vers l'âge de 13 ans, quitte l'école primaire. On le place en apprentissage ; c'est-à-dire qu'on le confie à un patron qui, suivant l'antique usage, devrait lui apprendre un métier..., sans lui donner de salaire. Cela dure environ trois années, pendant lesquelles il faudra que le père et la mère subviennent encore aux besoins de leur fils ; mais, du moins, n'est-ce pas,

ils pourront dire que ces sacrifices-là sont les derniers et que, passé ce suprême délai, ils recevront un peu d'aide à leur tour, de ce petit qu'ils auront si longtemps aidé ? Quelle erreur !

A Paris, la grande industrie, le haut commerce ont tué le petit patronat, et maintenant, pour lutter contre une concurrence terrible, les chefs de maison se servent des enfants qui devraient être leurs élèves, comme d'employés économiques destinés à leur épargner la dépense d'un homme de peine. L'apprenti fait des voitures à bras, parfois bien lourdes pour ses forces, l'apprenti n'apprend rien... »

Et, après avoir déploré la contamination morale de l'atelier dont nous parlerons tout à l'heure, le même écrivain ajoute : « Faut-il rappeler que ces malheureux jeunes gens, à qui l'on ne donne que des leçons d'ivrognerie, vivent en outre dans des ateliers infects, généralement privés d'air et de lumière, et absorbent toutes les poussières malsaines ? Faut-il les montrer, à l'âge où le corps se forme et où les conditions les plus hygiéniques devraient leur être assurées, afin qu'ils puissent devenir des hommes bien portants et solides, exposés à toutes les contagions, condamnés à l'étiollement, à la tuberculose ?... »

Un tel état de choses a pour effet de multiplier non seulement le mauvais ouvrier, mais l'ouvrier physiquement chétif, car si on le paye on exige

de lui un plus grand effort. Beaucoup de malfaiteurs sont recrutés parmi ces jeunes gens qui n'ont été ni apprentis ni ouvriers, qui ont roulé d'ateliers en ateliers, pour aboutir au chômage, à la débauche, à la chute. Le jeune ouvrier, débilité par l'atelier, ne trouve, son travail terminé, que d'autres influences mauvaises : le cabaret, les prostituées, les mauvaises conditions d'hygiène achèvent l'œuvre de décadence. Il nous paraît d'ailleurs que l'enfant de 13 ans est bien jeune, bien faible pour entrer dans l'usine où il ne développera plus son corps. Le manque de développement physique de l'ouvrier mineur nous paraît une cause, certaine encore que secondaire, de criminalité.

CHAPITRE II

Des Causes psychologiques de la Criminalité infantile

DE LA FAMILLE

Parmi les causes psychologiques génératrices du mal qui nous occupe, il faut placer en première ligne la désagrégation de la famille. La famille, base de l'organisation sociale, est la maîtresse charpente de l'édifice national. Elle apparaît fortement constituée aux heures de grandeurs, dans la vie d'un peuple. Sa désorganisation est le phénomène le plus alarmant qui s'y puisse reconnaître. C'est que la famille est constituée conformément à la loi naturelle. Elle n'est pas un produit artificiel de la civilisation. La nécessité de rendre durable et forte l'union de l'homme et de

la femme, en vue de la procréation, a amené l'institution du mariage. La loi a reconnu des privilèges à ceux qui contractaient union en conformité des lois. Elle a donné la puissance paternelle, la transmission héréditaire et toutes sortes d'avantages. Il est nécessaire, au bon fonctionnement de la famille, qu'il y ait lien entre le père, la mère, les enfants. Le père joue le rôle dominant dans la famille. Il a des devoirs vis-à-vis des siens. Il a, par contre, des droits : il convient que ce soit lui qui possède l'autorité, qui ait la haute main dans l'éducation des enfants. Il doit être écouté et obéi.

C'est à la femme qu'incombe l'éducation première de l'enfant c'est elle qui, lorsque le père est appelé au dehors par ses occupations, initie l'enfant à tous les sentiments de l'existence. Aux parents les enfants doivent obéissance et respect : Aux enfants, les parents doivent protection et direction.

Telle doit être la famille. Il n'y a d'ailleurs là rien qui n'ait été dit mille fois. Toutes les fois où la famille subit une modification contraire à l'ordre établi plus haut, il y a trouble et ce trouble a sa répercussion chez l'enfant.

Il y a modification et trouble, quand le père ou la mère se remarient, quand le père et la mère se séparent de fait volontairement ou involontairement, quand les époux divorcent ou se séparent

de corps, quand le père et la mère ne sont pas unis légitimement. Si le père ou la mère ou l'enfant sortent du rôle naturel qui leur est assigné, il y a trouble. La mère domine-t-elle un père trop faible, le fils plie-t-il ses parents à sa volonté? il y a trouble. Lorsque le père ou la mère manquent à leurs devoirs, il y a trouble.

RÉPERCUSSION DÉSASTREUSE SUR L'ENFANT
DE LA DÉSAGRÉGATION DE LA FAMILLE

Si nous appliquons ces règles théoriques à la pratique, nous en constatons la vérité. Dans le peuple, d'abord, on constate le nombre croissant d'unions illégitimes. Là, aucune haute pensée n'a présidé à l'union. C'est le pur instinct, le caprice qui a poussé deux jeunes gens, homme et femme, « à se mettre ensemble », selon leur propre expression. On comprend aisément que l'enfant apparaît dans ces faux ménages comme un ennui, une gêne, souvent même comme une cause de séparation. La venue de l'enfant sert à l'homme de prétexte pour briser ce qui devient pour lui une chaîne. Quel sort sera alors réservé à la pauvre fille qui a

commis une imprudence, une faute si l'on veut, mais qui a droit cependant à la pitié et à l'assistance de celui qui fut son complice ? Abandonnée de son amant, repoussée par ses parents, elle ira s'échouer dans quelque hôpital et, après sa délivrance, obligée de subvenir à l'entretien de son enfant, elle sera peut-être réduite à se séparer de ce dernier et à demander à l'Assistance publique de le recueillir. Si elle se décide à le mettre en nourrice, elle devra travailler sans relâche pour arriver à payer cette dernière et la modicité du salaire qu'atteindra son labeur acharné la poussera bien souvent à écouter les propos d'un nouveau galant et à se mettre en ménage avec lui. Qu'advient-il de l'enfant dans chacune de ces trois hypothèses ?

Les deux premières sont identiques, puisque l'Assistance confiera elle aussi l'enfant à une nourrice. Si celle-ci est bonne, il se peut que son influence soit excellente et produise sur le moral de l'enfant les meilleurs résultats. Mais si, au contraire, cette femme ne voit dans le nourrissage qu'elle a accepté qu'un moyen d'augmenter ses ressources, elle ne se préoccupera nullement de donner à l'enfant, à mesure qu'il grandira, les soins et l'éducation dont il aurait besoin, et celui-ci grandira, moralement abandonné et livré entièrement à lui-même. Dans le cas où la mère « se remettra » avec un nouvel amant, le sort de l'enfant sera

plus triste encore. Quel intérêt inspirera-t-il à ce beau-père de hasard, pour lequel il sera une gêne d'abord, et, s'il survint des enfants de cette seconde union illégitime, un objet de haine et d'aversion.

Et même quand l'enfant est issu d'une union parfaitement régulière, il arrive, hélas ! trop souvent qu'il est la victime bien innocente des mésintelligences survenant entre ses parents. Si ces derniers ne peuvent supporter la vie commune, s'ils demandent au divorce de leur rendre la liberté, l'enfant, confié à l'un d'eux mais subissant encore l'influence de celui avec lequel il ne vivra point, grandira, ballotté entre des opinions contradictoires, le jugement faussé par les propos opposés tenus devant lui, le moral parfois souillé des spectacles qu'il aura sous les yeux. Et, du haut en bas de l'échelle sociale, le mal est le même et le danger est aussi grand. C'est là d'ailleurs une vérité très banale et que nos littérateurs modernes ont maintes fois développée.

Mais, si la désorganisation de la famille est un mal répandu, il faut reconnaître que c'est surtout dans le peuple qu'on la rencontre. Or le peuple est la source vive de la nation ; c'est chez lui que tout le pays s'approvisionne d'hommes nouveaux et d'énergies encore jamais employées. Il est donc profondément regrettable de rencontrer un état de choses pareil et de signaler ces principes mal-

sains s'attaquant à la société dans son fondement le plus essentiel.

TRISTE INFLUENCE SUR L'ENFANT D'UN FOYER DÉSUNI

Mais ce n'est pas seulement la famille désorganisée qui présente un semblable danger, et nous le rencontrons aussi, plus grave peut-être parce que moins apparent, partant plus difficile à combattre, dans la famille, intacte en apparence, mais au sein de laquelle un examen attentif signale comme un relâchement de toute discipline, de tout principe d'autorité. Dans le premier cas, en effet, il est possible que des sociétés privées, voire même l'Assistance publique, s'intéressent à l'enfant, le prennent et remplacent la direction et les soins moraux qui lui manquent. Dans le second cas, il apparaît avec évidence qu'on ne peut soustraire l'enfant à l'influence délétère d'un foyer intérieurement désorganisé, mais que rien, ni décision judiciaire, ni séparation amiable n'est venu détruire.

M. Bonjean, dans l'ouvrage que nous avons eu l'occasion de mentionner déjà plusieurs fois, nous propose dans cet ordre d'idées une série d'exemples d'une attristante autorité. Mais si l'on cherche, au

travers des cas individuels rapportés par lui, la cause de ces dépravations, on doit dans la majorité des cas reconnaître que c'est à la faiblesse des parents que l'on doit attribuer la corruption, la dégradation de l'enfant. C'est le plus souvent la mère qui manque d'énergie, mais ce manque d'énergie de la mère provient presque toujours de l'indifférence du père. Ce dernier s'est peu préoccupé de l'éducation de ses enfants. La mère, laissée seule et entraînée par un amour mal compris, laisse prendre à l'enfant autorité sur elle. Combien de parents viennent réclamer l'aide de la justice, comme si une admonestation de cinq minutes adressée à un grand garçon déjà majeur, pouvait suppléer à vingt années de mauvaise éducation et avait chance de redresser une nature déformée comme à plaisir.

Les enfants mal élevés sont irrespectueux, grossiers et généralement ingrats. Ils sont des candidats tout indiqués au mal, et cela parce que les règles qui président à la vie d'une famille n'ont pas été observées. A côté de la faiblesse des parents il convient encore de mentionner leur négligence, leur manque de surveillance. L'enfant délaissé physiquement ou moralement se cherche des affections plus ou moins durables, partout ailleurs que dans sa famille. En général, c'est dans la rue qu'il trouvera des camaraderies, auxquelles il demandera de remplacer ce qui lui manque chez lui.

Avec les petits amis de son âge il vagabondera ; les parents ne s'en préoccuperont nullement. Ils sortiront de leur apathie quand ils sauront que leur fils a commis un premier délit, mais alors il sera trop tard. « La négligence des parents, dit M. Bonjean, amène forcément, pour l'enfant, l'indiscipline, le vagabondage, les mauvaises fréquentations. C'est elle qui place le doigt de l'enfant dans cet engrenage sans cesse plus pervers qui l'écrasera complètement corps et âme. » M. Jules Simon disait à propos des moralement abandonnés : « Ce sont des orphelins qui ont le malheur d'avoir leurs parents. » Heureux encore quand ces « orphelins » n'auront pas sous les yeux les pires exemples, fournis justement par ceux qui leur devaient les soins et la direction.

Un autre défaut que l'on peut relever dans l'éducation donnée par certains parents, c'est l'orgueil et la vanité qui préside parfois à la formation des enfants. Les parents fiers des dispositions, des aptitudes de leur fils, adulent ce dernier, et l'admiration qu'ils professent pour lui les conduit à de regrettables indulgences, et leur enlève une fermeté toujours très nécessaire à des éducateurs. Au Congrès pénitentiaire de 1895, M. Salvatore Lizzini signalait éloquemment ce défaut : « Véritables enfants gâtés, satisfaits dans tous leurs caprices, admirés même dans leurs mauvaises réponses où ils sont censés faire preuve d'esprit, ils trouvent

dans cette approbation insensée un encouragement à persévérer dans cette fausse voie.

Abandon, mauvais exemples, adulations excessives, tels sont les maux qui guettent l'enfance, dans les foyers mal organisés. Ce que deviennent ces enfants mal élevés ou pas élevés du tout, les statistiques nous l'apprennent suffisamment. C'est parmi eux que se recrute l'armée des délinquants et des criminels. Le suicide fait aussi beaucoup de victimes chez les mineurs ayant vécu dans une de ces familles chancelantes. M. Joly a calculé que, sur une période de trois années, les deux tiers des mineurs s'étant donné volontairement la mort, étaient issus de familles anormales : « enfants naturels, enfants ayant, à côté de leur père ou de leur mère, une belle-mère ou un beau-père ou une personne se donnant l'un ou l'autre de ces titres, enfants dont le père et la mère sont en instance de divorce, etc. » M. Raux, directeur de la deuxième circonscription pénitentiaire, a constaté que, sur 385 pupilles d'un quartier correctionnel, la plupart devaient le développement de leurs mauvais instincts à l'absence du foyer. Sur 400 pupilles dont avait eu à s'occuper le patronage de M. Henri Rollet, patronage sur la formation et le fonctionnement duquel nous reviendrons tout à l'heure de façon plus détaillée, 14 p. 100 avaient été élevés par une famille d'apparence normale et 86 p. 100 par une famille défectueuse.

C'est donc avec raison que M. Georges Vidal disait au Congrès pénitentiaire de 1900 : « L'expérience a démontré que la plupart des écarts des jeunes criminels sont dus à la mauvaise influence de la famille ou du milieu dans lequel ils ont été élevés. » C'est dans le même esprit que M. Armengol y Cornet, magistrat espagnol, déclarait déjà au Congrès de 1895 : « Les plus savants criminalistes de toutes les nations sont obligés, malgré eux, de signaler ce qui devrait être un lieu sacré d'amour, de respect, de bon conseil, de bon exemple, converti en antre de vices, de corruption et de scandales, et ils sont obligés de le signaler comme symptômes alarmants de la démoralisation qui a pénétré sous tous les toits, aussi bien au village que dans la grande ville, dans la chaumière comme dans le palais. »

La famille, quand elle se désorganise, est un facteur important de criminalité et cette désorganisation est en train de nos jours de devenir inquiétante. Nous n'avons pas à savoir ici quels moyens seraient efficaces à en diminuer les progrès. Nous ne nous en préoccupons qu'au point de vue de ses conséquences sur la formation de l'enfant et nous rechercherons seulement les moyens de soustraire ce dernier à ces influences mauvaises, en le plaçant dans un milieu où il trouvera ce qu'il n'a pas eu dans sa famille.

DE L'ÉDUCATION

La famille ne doit pas seulement en effet assurer à l'enfant les soins matériels qui favoriseront son développement physique. Elle doit aussi se préoccuper de former son âme, elle doit lui donner l'éducation. L'éducation a pour but de rendre assimilables peu à peu, par l'esprit de l'enfant, les résultats acquis par ses aînés, dans le progrès de la civilisation. Elle doit surtout l'accoutumer à agir selon les principes éternels de la loi morale. Cette loi morale, les parents l'enseigneront à leurs enfants, moins avec des phrases que par des exemples. Elle s'apprend en guidant l'esprit incertain de l'enfant, en l'aidant à tirer la morale des événements successifs qui remplissent sa vie, en développant sa logique et sa raison. Elle se déduit de mille incidents de l'existence de l'enfant : celui-ci se l'assimile graduellement, insensiblement, sans qu'il s'en doute, afin qu'il en soit imprégné avant d'en avoir conscience. On n'enseigne pas la loi morale à l'enfant, on la lui fait vivre.

Et nous en arrivons à distinguer l'instruction de l'éducation. Beaucoup de gens confondent les deux

choses qui, encore que connexes et étroitement liées dans la pratique, ne doivent pourtant pas être confondues si on les envisage au point de vue purement théorique. Instruire l'enfant, c'est lui donner le moyen de connaître la loi morale, ce n'est pas le moyen de la lui faire pratiquer. Instruire, c'est donner des notions, des connaissances, mais non une règle de conduite. Et il convient d'appliquer ici la belle parole de Montaigne : « Je préfère forger mon âme que la meubler. » Jules Simon disait en 1882 : « C'est l'absence de morale qui diminue le nombre des mariages ; c'est l'absence de morale qui augmente le nombre des divorces ; c'est l'absence de morale qui diminue de plus en plus le nombre des enfants dans les unions légitimes. » L'instruction n'est donc pas la panacée universelle susceptible de prévenir ou de guérir tous les maux. Et il est de toute évidence que si l'enfant, hors de l'école, ne reçoit pas une saine éducation pratique, c'en est fait de la minime influence salutaire de quelques enseignements. Au contraire l'éducation morale, quand l'instruction s'y ajoute, conduit à une haute élévation de l'esprit, car la science devient alors un stimulant, un instrument de perfection. M. Ferreira-Deusdado, au Congrès pénitentiaire de 1895, exprimait fort bien cette différence qui sépare l'instruction de l'éducation : « Quand la connaissance de la lecture et de l'écriture sert seulement à acquérir des notions dange-

reuses, leurre de droits sans obligations ; quand elle sert à apprendre le mépris des lois, le manque de respect et le dédain pour l'autorité... il aurait mieux valu pour la société ne pas lui avoir donné cet instrument séparé de l'éducation du caractère. Supposer que la culture de l'intelligence suffit en elle-même à améliorer le caractère est une illusion ; cette culture sans le sentiment du devoir, accompagné d'un cortège de croyances qui le rendent plus puissant et plus vif, sera un mauvais service rendu à la société. »

Il résulte de ce qui précède qu'une éducation morale est avant tout nécessaire, beaucoup plus nécessaire que l'instruction qui, sans la morale, est inutile, sinon nuisible. Et nous sommes en droit de conclure avec M. Henri Joly que « l'enfant ne peut pas grandir sans une surveillance de tous les instants, et que si la nature prépare plus ou moins bien les matériaux de l'homme moral, c'est uniquement l'instruction qui le construit et qui le fait. »

Nous venons d'étudier, — un peu longuement peut-être, mais l'intérêt de la matière nous constitue une excuse très atténuante, tous les maux auxquels se voit exposée l'enfance. Nous avons envisagé tout d'abord les maux physiques, pour nous préoccuper ensuite et surtout de ceux moraux plus graves que les premiers. Contre les maux physiques le législateur n'a point édicté de mesures

particulières. Conséquences de l'abandon ou du défaut d'éducation, ils doivent disparaître avec eux. C'est ce que le législateur a pensé en s'occupant seulement de ceux-ci. Et, puisque nous étudions ici le texte de 1904, c'est uniquement des remèdes contre la situation morale défavorable où se trouve parfois l'enfant, que nous allons nous occuper maintenant.

CHAPITRE III

Remèdes apportés à cet état de choses par le législateur de 1904

DU PLACEMENT FAMILIAL

La question de la protection de l'enfance avait, maintes fois déjà, attiré et retenu l'attention du législateur, et plusieurs textes nous révèlent quel intérêt elle lui avait inspiré. On avait déjà essayé, en 1874 d'abord, en 1889 et en 1898 ensuite, de porter remède à certains abus particuliers, notamment à la négligence, hélas ! parfois à la barbarie des parents. Dans ces hypothèses, les textes cités tout à l'heure enlèvent aux parents indignes la puissance paternelle et la garde. Nous ne pouvons nous étendre bien longuement sur ces dispositions.

Indiquons toutefois qu'au cas d'indignité des auteurs, naturels ou légitimes, c'est à un proche parent que le législateur confie le soin d'exercer la tutelle, ou, à défaut de proche parent, à un particulier décidé à assumer cette charge. Si l'on ne trouve ni proche parent, ni particulier, on a recours alors à l'Assistance publique. La loi distingue la tutelle de la remise en garde, mais son vœu est néanmoins que ces deux fonctions soient exercées par un seul et même individu. L'Assistance publique peut donc, tout en conservant la tutelle de l'enfant, le remettre à un particulier. Ce dernier, quand il aura, pendant trois ans, veillé avec sollicitude sur l'enfant confié à ses soins, peut valablement réclamer pour lui le bénéfice de la tutelle officieuse.

Il convient d'indiquer ici que la tutelle est déférée de plein droit à l'Assistance publique et sans que le juge le doive formellement exprimer, dès qu'intervient un jugement prononçant la déchéance à l'encontre des parents et confiant l'enfant à l'Assistance. Mais il est permis aux parents de déléguer leurs droits ; et une délégation de cette nature pourra être valablement faite soit au profit des Associations de bienfaisance régulièrement autorisées par arrêté du ministre de l'Intérieur, soit enfin au profit de particuliers jouissant de leurs droits civils.

La meilleure solution dans l'intérêt de l'enfant

paraît être sa remise entre les mains d'un particulier qui veillera sur lui avec plus de minutieuse sollicitude qu'une administration, retenue et occupée par trop d'objets à la fois. C'est dans ce sens que s'est déterminée l'Assistance publique de la Seine qui pratique, autant qu'il lui est possible, le placement familial, dont les bons effets nous sont attestés par le Dr Thuilier dans son étude sur la « Colonisation et les Enfants assistés » : « Assurément, nous dit-il, quand dans un ménage de paysans, une femme se décide à venir à l'hospice prendre un nourrisson, elle n'a qu'un but : augmenter les ressources de son intérieur. Mais peu à peu, inconsciemment, par un sentiment qui confine à l'amour maternel, la nourrice s'attache à l'enfant qui lui est confié. Puis l'enfant grandit, il partage les jeux de ses frères et sœurs de lait. Il est malade, il est soigné par eux ; s'ils sont malades, ils seront soignés par lui. . . . » Ainsi se trouvera corrigé le danger que courait l'enfant, si on l'avait laissé à sa famille légitime. Dans le milieu nouveau où il se trouvera placé, il pourra se reformer, se refaire un caractère. Pour que ce but soit atteint, il faut que l'enfant sente autour de lui une affection sympathique, pleine d'intérêt. Il faut qu'il puisse rattacher sa personne, ses souvenirs à un milieu qui lui soit propre. Il faut en un mot, quand on enlève l'enfant à sa famille incapable ou indigne, le replacer dans un foyer se rapprochant

du sien, mais lui donnant ce qui lui manquait chez lui.

Il faut, disons-nous, que le foyer où on mettra l'enfant se rapproche de celui où il est né. Quand on déplace un enfant, en effet, ou quand on lui donne un métier, il faut éviter de rompre brusquement les liens qui l'attachaient à un pays, à des habitudes héréditaires — à moins que ce ne soit précisément en elles que réside la cause du mal — en un mot de le déraciner. Nous verrions mal un Méridional transplanté dans un pays froid, un fils de paysans élevé à la ville et adonné à un métier industriel. Il faut se préoccuper des antécédents de l'enfant, à toutes sortes de points de vue, et agir en conséquence. Et qu'on ne dise pas que c'est là un luxe de précautions bien superflu. La protection de l'enfance constitue un but important, une des plus belles parmi les œuvres sociales. De l'enfant qui eût été une source de délits, un propagateur du mal, par l'exemple chez ses camarades, par procréation dans ses descendants, nous voulons faire un homme utile, un homme sain, un homme moral, qui donnera autour de lui l'exemple des grandes vertus domestiques.

CHAPITRE IV

Œuvres privées de protection

Nous avons dit tout à l'heure les heureux effets du placement familial et comment des enfants confiés à d'honnêtes paysans s'acclimatent si bien au milieu sain dans lequel on les a transplantés, qu'ils en viennent à considérer et à aimer leur famille d'adoption comme s'ils étaient nés d'elle et comme s'ils se trouvaient près de frères et de sœurs par le sang. A côté de ce mode de préservation, moins efficace peut-être mais bien utile aussi, nous trouvons les œuvres privées. Ce mouvement charitable qui prit naissance vers 1830 n'a fait que prendre de l'extension depuis cette date et le nombre des entreprises particulières est un véritable honneur pour notre nation.

Toutes ces œuvres ont un même but : atteindre le mal dans ses premiers germes et éviter à leurs protégés un premier contact avec la justice.

DU PATRONAGE FAMILIAL

L'une des plus attachantes est certainement le « Patronage familial », que préside avec tant d'autorité M. le juge d'instruction Louis Albanel. Le Patronage familial est né du rapprochement de deux chiffres : le premier représente l'augmentation de la criminalité des mineurs depuis un quart de siècle ; cette augmentation est d'un tiers. Le second n'est que la proportion des mineurs de seize ans traduits en justice et rendus à leur famille après ordonnance de non-lieu ou acquittement. Cette proportion est des six septièmes.

Sans nier qu'il y ait des familles indignes de se charger de l'éducation de leurs enfants, M. Albanel estime qu'un grand nombre, à condition d'être dirigés par des hommes expérimentés, peuvent y arriver.

Si les parents, pense M. Albanet, ne s'occupent pas assez de leurs enfants, la faute en est au milieu social, à l'organisation et au fonctionnement de

l'industrie qui, accaparant toute la journée le père et la mère, met ces derniers dans l'impossibilité de veiller sur leurs enfants. Et c'est pour réagir contre ces éléments de destruction que M. Albaret a voulu fonder dans le Patronage familial, une œuvre de tutelle ayant l'enfant comme but, la famille comme moyen.

Au bureau de la place Dauphine — siège de l'œuvre — un secrétaire reçoit tous les jours les parents qui ont à se plaindre de leurs enfants. Le secrétaire prend note des déclarations des parents, puis procède à une enquête approfondie et fait examiner l'enfant médicalement afin de savoir s'il n'a aucune tare cérébrale. Alors seulement les parents sont de nouveau convoqués et le secrétaire leur explique ce qu'il croit devoir être tenté dans l'intérêt de l'enfant.

Le but de l'œuvre étant le relèvement de l'enfant dans son propre foyer, on ne conseillera son éloignement qu'à la dernière extrémité, et s'il faut avant tout le séparer de camarades dangereux, dans ce cas, on l'enverra soit à la campagne, chez des cultivateurs, soit à l'Ecole de réforme Théophile Roussel, instituée depuis 1901 à Montesson par le Conseil général de la Seine.

Mais la plupart du temps le patronage cherchera uniquement à aider les parents dans la partie de la tâche de surveillance qu'ils ne peuvent accomplir eux-mêmes. A cet effet, on désigne un

tuteur moral, chargé, si l'enfant est à l'école, de se mettre en relations avec l'instituteur, de suivre ses progrès, récompensant ses efforts et punissant ses incartades. Que l'enfant soit arrivé à l'âge de l'apprentissage, le tuteur choisira, d'accord avec le père, le métier qui lui convient le mieux. Tous les mois le Comité central se réunira pour se mettre au courant de la conduite des patronnés et résoudre les cas épineux.

Cette œuvre, particulièrement intéressante, n'a certainement pas rendu tout ce qu'on était en droit d'en attendre. La raison en est évidemment l'apathie des parents, qui, après quelques efforts, ne secondent plus l'action du Patronage et retombent dans leur coupable indifférence. Il faudrait, par conséquent, tenir sans cesse les parents en haleine, les voir, les visiter, se faire en quelque manière leur directeur de conscience laïque. Cela est pratiquement impossible. Ce qu'il faudrait au Patronage familial, ce serait 80 sections répandues dans chacun des quartiers de Paris.

Il y a deux autres importantes sociétés de préservation à Paris : la Société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, et le Patronage des jeunes garçons protestants en danger moral.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PROTECTION

Fondée en 1872, la Société générale de protection est une œuvre considérable qui a un budget de 200.000 fr. par an. Primitivement elle recevait un grand nombre d'enfants envoyés par les juges d'instruction ou la préfecture de la Seine ; maintenant elle craint sans doute des contacts fâcheux pour les autres pensionnaires, aussi préfère-t-elle s'en tenir aux enfants amenés par leurs parents ou tuteurs. Certes, elle accepte encore les mineurs venant du parquet ou de la préfecture, mais elle ne cherche pas à provoquer leur envoi. La Société envoie la plupart de ses pupilles à la colonie d'Orgeville, dont nous parlerons tout à l'heure.

Le Patronage des jeunes garçons protestants en danger moral n'a que dix ou douze ans d'existence. Il reçoit surtout les enfants amenés par leurs parents ou les personnes charitables.

Il possède à Paris, 36, rue Fossard, un petit dortoir de 6 lits, une salle à manger, un atelier et un jardin. Les enfants ne font là qu'un très court stage, en admettant les formalités nécessaires à leur envoi dans les Cévennes, chez de braves culti-

vateurs qui consentent à les recevoir. L'agent général de la Société fait chaque année une tournée pour visiter tout ce petit monde. Au 30 juin 1902, le Patronage avait 155 pupilles ; sur ce nombre, 6 ne donnaient pas de satisfaction, 17 étaient médiocres, 133 se conduisaient bien.

Mais arrivons-en sans plus tarder à l'œuvre considérable, fondée par la famille Bonjean, à la Colonie d'Orgeville, unique peut-être au monde.

COLONIE D'ORGEVILLE

On sait de quelle manière tragique mourait, en 1871, M. Bonjean, le premier président de la Cour de cassation. En tombant sous les balles de la Commune, il demandait à ses fils de pardonner à ses assassins. Et ses fils ont compris de la plus noble façon la dernière pensée de leur père. L'ainé, M. Georges Bonjean, se mit, au lendemain de nos luttes intestines, à recueillir les enfants des communards, devenus orphelins. Il en amena ainsi douze à Orgeville, dans l'Eure, où se trouvait une magnifique propriété, appartenant à sa famille. Et en 1874, il posait, au centre d'un domaine de 250 hectares, les jalons de l'œuvre grandiose à

laquelle il a consacré sa fortune et sa vie. Ce que M. Bonjean voulait, c'était prendre les enfants abandonnés ou dont les parents ne pouvaient rien obtenir, leur donner une éducation morale et professionnelle et transformer ces futures recrues de la Petite-Roquette et de Fresnes en hommes honnêtes et utiles à leur pays.

La colonie d'Orgeville est divisée en plusieurs quartiers complètement isolés les uns des autres, de sorte qu'aucune communication n'est possible entre enfants d'âges différents.

Avant d'être définitivement affecté et dès son arrivée, chaque enfant est placé dans un quartier d'observation, d'où il sera ensuite dirigé suivant les remarques qu'on aura faites sur son compte. De cinq à onze ans, les pupilles ne sont astreints à aucun travail manuel. Ils consacrent leur temps à l'étude sous la direction de maîtresses expérimentées ; c'est le quartier Saint-Maurice. A onze ans, ils partent dans le quartier Saint-Eugène, où ils resteront jusqu'à l'âge de quatorze ans. Parvenus à cet âge, ils sont confiés à des maîtres qui continuent leur instruction primaire et commencent leur éducation professionnelle, en les employant à de petits travaux de culture et en leur enseignant les principes du jardinage. Et bientôt après, ils seront initiés à l'élevage des bestiaux et à la culture la plus perfectionnée. M. Bonjean cherche avant tout à faire des cultivateurs de ses

pupilles. Aussi ne consent-il que dans des cas tout à fait exceptionnels à diriger un sujet d'élite vers une autre profession. Cependant, il existe à la colonie, des ateliers où les enfants peuvent s'occuper suivant leurs aptitudes, de menuiserie, de charonnage, de mécanique.

Nous avons dit que les quatre sections étaient indépendantes les unes des autres. Cette séparation est rigoureuse. Il y a quatre dortoirs, quatre réfectoires, quatre salles d'étude, quatre cours de récréations. Les enfants de chaque quartier sont même habillés de couleurs différentes, pour qu'aucun intrus ne puisse se faufiler parmi les pupilles d'une autre section que la sienne.

Tout est admirablement compris à Orgeville, pour que l'enfant rencontre l'hygiène et le confortable les plus parfaits. Les infirmeries sont de véritables modèles du genre. Pour éviter des accidents le mobilier scolaire ne comporte que des angles arrondis, ne présentant aucune arête vive.

Ce que M. Georges Bonjean fait pour les garçons, sa fille, M^{lle} Françoise Bonjean, a voulu l'entreprendre pour les bébés et les fillettes. A 19 ans, elle s'est retirée du monde et a ouvert un asile à Poissy. M^{lle} Bonjean et ses aides soignent vingt berceaux, ne reculant devant rien, se levant à 1 heures du matin, se partageant les plus rudes besognes. A l'âge de trois ans, les petits garçons

quittent Poissy et vont attendre à l'asile Crozatier, à Villepreux — autre fondation de M^{lle} Bonjean — leur entrée à Orgeville.

Quant aux filles, on les garde plus longtemps, puis on les envoie à Le Plésur, dans l'Indre. Là, elles seront instruites dans les devoirs de la ménagère et de la parfaite fermière. Et, c'est le rêve de M. Bonjean et de sa fille, on mariera les agriculteurs d'Orgeville avec les fermières de Le Plésur, et les uns et les autres, unis dans l'amour de la terre, ayant les mêmes souvenirs d'enfance, puisque élevés par les mêmes protecteurs, formeront des familles honnêtes et laborieuses.

N'avions-nous pas raison de dire qu'il n'existait peut-être pas d'œuvre plus complète et d'une conception plus admirable que cette colonie d'Orgeville.

Avant de terminer ce rapide examen des œuvres qui assurent à l'enfant l'aide et la protection qui lui font défaut, il convient de parler de l'œuvre de M. Henri Rollet : le Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence.

DU PATRONAGE DE L'ENFANCE

Le Patronage a pour but de recevoir et de placer les enfants qu'après une ordonnance de non-lieu, on estime impossible de rendre à leurs familles. Au début le Patronage recevait les garçons et les filles. L'œuvre, après un examen attentif de chaque cas, plaçait suivant leurs âges, leurs caractères, leurs aptitudes, les uns dans des établissements religieux ou laïques, les autres chez des particuliers, dans des villes ou dans des campagnes. Le Patronage de l'Enfance se compose de deux parties distinctes : rue de l'Ancienne-Comédie est le bureau et la maison de travail ; 149, rue de Rennes, se trouvent les réfectoires et les dortoirs.

L'atelier de travail a pour but d'amener une sélection entre les bons et les mauvais sujets. Des enfants qui se trouvent là, les uns ont été découverts par M. Rollet au petit parquet ou chez les juges d'instruction, ou encore ont été amenés d'office par les agents de la préfecture ; les autres se présentent d'eux-mêmes ou sont amenés par leurs parents. Il y a enfin des enfants, envoyés par les tribunaux en application de la loi du 19 avril 1898.

Dans tout ce monde un peu hétéroclite, il s'agit de choisir ceux qui méritent d'intéresser l'œuvre et peuvent être placés à la campagne. C'est le travail qui sert d'étalon pour ce tri moral. Le travail, des plus simples, ne dure jamais plus de huit heures par jour. Les garçons âgés de moins de trois ans vont en classe.

En échange du travail, l'œuvre nourrit et loge ses jeunes hôtes. Les notes données par les surveillants sont relevées chaque soir et récompensées de gratifications pécuniaires. C'est ainsi que M. Rollet habille proprement et vite les bons sujets.

L'article 1^{er} de la loi dont nous nous occupons ici disait :

« Les pupilles de l'Assistance publique qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles... sont placés dans des écoles professionnelles, agricoles ou industrielles, établissements départementaux ou établissements privés ».

Quelle œuvre mieux que le Patronage de M. Rollet répondrait à ce vœu. Nous avons indiqué avec quels soins et quel infatigable dévouement M. Rollet s'intéressait à ses protégés, ne cessant de s'occuper d'eux que quand il les a enfin convenablement placés. Voyons un peu, à l'aide de quelques chiffres, quel est pour un mois quelconque — juin 1903 — le bilan de l'œuvre :

Les 83 enfants présentés se divisaient comme suit :

Envoyés par des magistrats.....	16
— œuvres privées ou Assistance publique	20
— la Préfecture de police.....	10
— des parents.....	20
— des personnes charitables..	12
Présentés d'eux-mêmes.....	5

Au point de vue de l'âge :

Moins de 13 ans.....	18
— de 15 ans.....	25
— de 18 ans.....	36
Plus de 18 ans.....	4

Ils étaient originaires :

De Paris.....	44
Des départements.....	39
De l'étranger.....	2

Voici enfin ce qui a été fait pour eux :

Placés à Paris.....	8
— dans les départements.....	35
— en Tunisie.....	2

Rendus à leurs parents.....	8
Partis d'eux-mêmes.....	5
Encore à l'œuvre le 30 juin.....	24

La Maison de Travail reçoit chaque année environ 1.000 enfants et en place au moins 700. Son budget est de 45.000 francs, soit 45 francs par enfant. Il est difficile de faire autant de bien à meilleur compte !!

Pour en terminer sur le compte de M. Rollet, signalons qu'il publie une petite revue mensuelle, « L'Enfant », où nous avons trouvé, sur tout ce qui concerne l'assistance aux enfants, les détails les plus intéressants.

ŒUVRE DE SAINTE-FOY ET DE PLESSIS-PIQUET

Mentionnons encore l'œuvre protestante de Sainte-Foy et l'œuvre israélite de Plessis-Piquet. La première est une colonie à la fois répressive et préventive, qui reçoit et les enfants remis par leurs parents ou leurs protecteurs, et les enfants envoyés en correction par les tribunaux. La colonie a beaucoup plus l'air d'une honnête propriété de campagne que d'un pénitencier.

Les enfants sont divisés en trois sections. Leur temps se partage entre le travail et l'étude. L'agriculture occupe le plus de bras, le domaine de Sainte-Foy, avec ses 63 hectares de terrain, permettant tous les genres de culture. La colonie forme non seulement des jardiniers et des agriculteurs, mais encore des tailleurs, des menuisiers, des cordonniers, des forgerons, des tonneliers, des boulangers et même des cuisiniers.

Le refuge israélite de Plessis-Piquet a été inauguré en 1891. Il est installé à quelques kilomètres de Sceaux, dans un ancien château de Colbert, entouré d'un vaste parc et formant un magnifique domaine. Là sont reçus une cinquantaine d'enfants qui s'adonnent au jardinage. Plessis-Piquet possède aussi des ateliers où les métiers annexes de l'horticulture, comme la serrurerie et la bourrellerie, sont également enseignés aux élèves. Pour récompenser les enfants on leur donne un petit emplacement où ils peuvent semer et cultiver des fleurs.

COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS
EN JUSTICE

Il nous paraît que cette étude — bien superficielle du reste — présente une regrettable lacune,

si nous ne parlions — avant d'en terminer avec les œuvres de préservation — des « Comités de défense des enfants traduits en justice. » Nous avons dit, bien souvent déjà, combien nombreuses étaient les tentations auxquelles sont soumis les enfants, et que, en raison de leur âge, de leur inexpérience, des circonstances dans lesquelles ils se sont trouvés placés, il convient de faire preuve à leur égard, au cas où ils se sont laissés aller à commettre une faute, de la plus paternelle indulgence.

Persuadés de ces vérités, des magistrats et des avocats de Paris décidèrent, en 1890, de venir au secours de ces pauvres êtres, de rendre la législation plus humaine à leur égard et d'éviter que, par la dureté de la répression, un premier délit ne les perdît à jamais. C'est ainsi que naquit le Comité des enfants traduits en justice. Ce Comité se réunit tous les mois et vote, après la lecture d'un rapport présenté par un de ses membres, des conclusions qui sont transmises aux pouvoirs compétents. C'est sous l'inspiration de ce Comité qu'ont été prises les dispositions administratives améliorant le sort des enfants au Dépôt ou à l'instruction.

Suivons l'enfant au cours des diverses phases de la procédure répressive et voyons ce qui a été fait pour lui. Dès son arrestation, le petit délinquant comparait devant le commissaire, qui se livre à un interrogatoire sommaire. Le Comité de

défense a déjà, dans cette première rencontre de l'enfant avec la justice, obtenu une modification importante. L'enfant n'est plus maintenant enfermé au poste avec les détenus adultes ; il est placé dans un local particulier. De même l'enfant est transporté au Dépôt non dans une voiture cellulaire, mais soit en voiture publique, soit à pied, accompagné d'un inspecteur en civil. Ces modifications, qui pourraient paraître minimes à première vue, ont une grosse importance si l'on considère combien était humiliante et dangereuse cette confusion du mineur délinquant avec des prévenus adultes. Quelle honte pour lui aussi de traverser son village ou le quartier qu'il habite, menottes aux mains et entre deux gendarmes !

A Paris, le Comité de défense a obtenu qu'on accordât aux mineurs un traitement spécial. On a organisé au dépôt deux sections à leur intention. Dans la première on recueille les enfants perdus sur la voie publique ou égarés volontairement par leurs parents ; on les garde deux ou trois jours pour laisser aux parents le soin de les réclamer, puis on les envoie à l'hôpital des enfants assistés. La seconde section est réservée aux délinquants, qui sont, autant que possible, placés en cellule.

On ne procède plus maintenant, pour juger les délits reprochés aux mineurs, comme on le faisait il y a quelques années, et ce n'est plus à l'audience des flagrants délits qu'est envoyé le jeune coupa-

ble. Toute affaire concernant un enfant est aujourd'hui envoyée à un juge chargé de l'examiner, et ce dernier peut tout à loisir prendre ses renseignements sur la famille, sur les antécédents, sur la personne même du jeune délinquant, toutes connaissances indispensables pour pouvoir agir au mieux de ses intérêts. Dans cette recherche et par une innovation heureuse, les avocats deviennent les auxiliaires des juges d'instruction pour ces sortes d'affaires. On s'est inspiré de l'exemple que nous donnent la Belgique et on a décidé que le Comité de défense formerait un Sous-Comité destiné à collaborer aux enquêtes qui viennent d'être indiquées et à compléter pour ainsi dire l'œuvre de la justice.

Cette enquête poursuivie parallèlement par le juge et l'avocat peut amener soit un non-lieu, soit le renvoi devant le tribunal correctionnel. Dans le premier cas, ou l'enfant sera rendu à sa famille, ou il sera confié à l'une des œuvres que nous avons mentionnées. Dans le second cas, il sera soit acquitté comme ayant agi sans discernement et envoyé en correction, soit condamné. Nous verrons dans la troisième partie de cette étude comment des œuvres charitables, et aussi les pouvoirs publics, se préoccupent de ramener au bien le jeune condamné, et quels moyens ils emploient pour arriver à ce but.

TROISIÈME PARTIE

RÉHABILITATION DE L'ENFANCE

Nous avons indiqué quels efforts étaient faits tant par l'Assistance publique que par des œuvres privées pour donner à l'enfance en danger moral le soutien et les conseils que ne lui donnent plus ses guides naturels. Hélas ! si nombreuses que soient les œuvres de préservation, si grands que soient les efforts faits par elles, il y a malheureusement bien des enfants qui échappent à leurs recherches, bien des enfants aussi qui, placés dans des patronages ou dans des sociétés de bienfaisance, restent indociles à leur influence salutaire et ne se laissent pas gagner par la sage direction qui leur est donnée. A tous ceux-là, enfants inconnus ou enfants réfractaires, il faudra encore venir en aide quand une première faute les amènera devant la justice et qu'une première répression intervenant risquera de mettre ces jeunes délinquants, point encore totalement pervertis peut-être, en contact avec des malfaiteurs de la pire espèce, soldats maintes fois galonnés de l'armée du vice, éducateurs désastreux pour ces enfants dévoyés.

CHAPITRE PREMIER

De la responsabilité chez l'enfant

La responsabilité chez l'enfant, par suite sa culpabilité, doivent être appréciées tout autrement que celles de l'homme fait : « Pourquoi ? nous dit M. Puîsaraud. Parce que l'enfant ignore le plus ordinairement quelles sont ou seront les conséquences, même les plus immédiates, de sa mauvaise action. Il sait très bien qu'il fait mal ; il ne sait pas toujours le mal qu'il fait. La conscience qu'il agit mal est très claire ; il agit mal parce qu'il le veut ainsi, en parfaite liberté d'intention ; mais il y a le plus souvent disproportion entre le motif qui le détermine et l'effet qui le suit. C'est cet effet disproportionné avec la cause, c'est-à-dire avec l'intention, effet excessif, énorme, effrayant

parfois, qui a engendré ce mot troublant pour le juge : le défaut du discernement de l'enfant. »

Les auteurs du Code pénal ont eu le mérite de tenir compte de la responsabilité morale de l'enfant coupable, en même temps que de l'atténuation qui doit résulter pour lui du milieu dans lequel il s'est trouvé et des entraînements qu'il a subis, en ordonnant qu'il sera placé jusqu'à vingt ans dans une maison de correction, pour y être élevé. Ils ont ainsi posé le principe de l'éducation, de la réhabilitation du jeune délinquant, principe fécond, que sont ensuite venu développer largement l'initiative privée et la loi du 5 août 1850.

Le principe général proclamé par la loi de 1850 est excellent. N'est-ce pas satisfaire à la fois et le sentiment et la raison que de dire à tous ces jeunes égarés, qui ne connaissaient encore que la rigueur et l'humiliation du châtement : « Nous voulons vous sauver ; la main qui vous est tendue sera ferme, car vous avez fait le mal et vous avez besoin d'être corrigés, mais si vous ne la repoussez pas, elle sera douce et secourable, car vous êtes malheureux. » Il semblait qu'une loi aussi paternelle, aussi miséricordieuse, allait devenir immédiatement la plus populaire de toutes les lois et mériter la reconnaissance universelle. Il n'en a pas été ainsi pour deux motifs : La loi de 1850 s'est incarnée, en quelque sorte, dans la maison

de correction, prise en aversion par le peuple. L'Etat, en second lieu, a voulu tout faire à lui seul et ses forces n'ont point suffi à la tâche.

La loi du 23 juin 1904 est venue compléter la loi de 1850, en tranchant de nombreuses difficultés créées par l'application des lois de 1889 et de 1898, en répondant aussi, de la façon la plus heureuse, à un ensemble de nécessités depuis longtemps signalées par les autorités éminentes s'occupant spécialement de la préservation et du sauvetage de l'enfance.

Quand un enfant a commis une première faute, il convient moins de l'en punir que de l'en relever. Le juge auquel il est déféré doit songer à l'améliorer plutôt qu'à le corriger. Il faut faire à l'enfant une nature nouvelle, lui donner les moyens de redevenir honnête : sa faute, dont il n'est pas entièrement responsable, ne doit pas rester à ses yeux, ni aux yeux de personne, la tare ineffaçable qu'il ne saurait faire oublier. Il doit donc trouver dans ses juges, non seulement la rigueur nécessaire à la répression d'un délit, mais aussi, mais surtout le pardon et les encouragements qui jusqu'alors lui ont fait défaut. Le système répressif doit tendre à procurer à l'enfant une éducation morale : il doit considérer l'enfant coupable comme une sorte de malade que l'on doit soumettre à des méthodes spéciales de traitement.

CHAPITRE II

Enfants acquittés comme ayant agi sans discernement. — Enfants condamnés

Quelles sont les solutions possibles de la comparution d'un enfant devant un Tribunal correctionnel ? L'article 66 du Code pénal établit une distinction fondamentale entre le mineur de seize ans et celui qui a dépassé cet âge : la loi du 12 avril 1906 a porté cette limite à dix-huit ans. L'enfant qui n'a pas atteint sa dix-huitième année bénéficie donc d'une présomption de non-discernement. Il ne suffit donc pas d'établir l'existence du délit à la charge du mineur poursuivi. Il faudra encore examiner à fond la question du discernement, démontrer que l'enfant a pu se rendre compte de l'importance du délit. Si le mineur est déclaré avoir agi

sans discernement, il est acquitté (art. 66 Code pénal) ; les juges peuvent alors soit le remettre à ses parents sans aucune surveillance spéciale — et c'est là souvent ce qui peut arriver de plus fâcheux pour l'enfant, — soit l'envoyer en correction jusqu'à 21 ans (loi de 1906 élevant l'âge de 20 à 21 ans).

Si le mineur est déclaré avoir agi avec discernement, il faut faire, depuis la loi de 1900, une distinction : il bénéficie d'une réduction de peine, s'il n'a pas dépassé l'ancienne minorité de 16 ans (il ne peut être condamné qu'à un internement plus ou moins long dans une maison de correction) ; mais s'il est mineur de seize à dix-huit ans, cette mesure de faveur ne lui est pas appliquée et il rentre dans le droit commun.

L'article 67 — après comme avant le remaniement de la loi de 1906 — nous paraît particulièrement défectueux : nos tribunaux, facilement indulgents à l'égard des jeunes délinquants, appliquent aux mineurs coupables de courtes peines qui n'ont qu'un effet : la démoralisation complète de l'enfant. A sa sortie de correction, l'enfant, sans aucune surveillance, rentrera fatalement dans la mauvaise voie. L'art. 19 de la loi du 5 août 1850 place bien les mineurs, à leur libération, sous le patronage de l'Assistance publique, mais cette disposition n'a pas eu, dans la pratique, d'application bien satisfaisante.

Nos tribunaux devraient alors avoir la faculté de soumettre, à l'expiration de sa peine principale, le mineur condamné, au régime de la maison de correction jusqu'à vingt et un ans, comme le mineur acquitté pour avoir agi sans discernement. En fait, l'enfant préfère être déclaré coupable et subir une courte peine que de bénéficier d'un acquittement qui le contraindra, peut-être, à rester en correction jusqu'à sa majorité.

Dans la pratique, par suite de circulaires récentes, nos magistrats appliquent un système différent : la question de discernement ne se pose que rarement devant nos tribunaux. Les affaires concernant les mineurs de 18 ans ne viennent devant les juges que si la culpabilité et la responsabilité sont certaines. Les parquets et les juges d'instruction classent la plupart de celles qui entraîneraient une absolution, et il n'est requis contre un mineur qu'autant que son inconduite semble mériter une condamnation. De ceci il résulte cet avantage que la publicité du jugement est évitée dans bien des cas. Mais les deux gros inconvénients du régime subsistent, à savoir : d'une part condamnation des uns à des peines trop courtes et démoralisantes, fâcheux symptôme de cet « épuisement de la répression » dont parle M. Joly ; abandon des autres, d'autre part, au milieu qui a été, sans doute, la cause première de leur chute.

Trois solutions sont données à la poursuite

dirigée contre un mineur délinquant : ou bien le juge estimera qu'il a agi sans discernement et le rendra à ses parents, — il peut encore dans ce cas l'envoyer en correction jusqu'à 21 ans, — ou bien il estimera qu'il a agi avec discernement, il prononcera une peine que le coupable subira dans une maison de correction. Nous n'avons donc maintenant, laissant de côté la remise aux parents, qu'à nous préoccuper de l'envoi dans une maison de correction, soit à titre préventif, soit à titre répressif.

CHAPITRE III

Des Maisons de correction

On a dit et on a écrit beaucoup de mal des maisons de correction. M. François Coppée, dans son roman intitulé : « Le Coupable », les a appelées « Le bagne de l'enfance », et la majorité des individus, même parmi ceux qui pensent et qui raisonnent, tiennent les maisons de correction pour un antre abominable où l'enfant est soumis aux pires traitements pour la plus légère infraction.

Certains toutefois sont d'un avis tout différent et exaltent sans limites l'heureuse influence des maisons de correction. Qu'est-ce donc que les maisons de correction et quelle opinion doit-on se faire sur leur compte ?

RÉGIME DES MAISONS DE CORRECTION

Le régime des colonies pénitenciaires ou maisons de correction a été réglé par la loi de 1850, dont nous parlions tout à l'heure. Cette loi pose d'abord comme principe général, que, pendant le temps de sa détention, le mineur doit recevoir une « éducation morale, religieuse et professionnelle. » Elle affecte des quartiers distincts aux jeunes détenus de toutes catégories, dans les maisons d'arrêt et de justice. Elle crée des colonies pénitenciaires à l'usage : 1° des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement — ces mineurs seront employés à des travaux agricoles ou industriels; — 2° des jeunes détenus, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans — ces derniers ne seront admis aux travaux agricoles qu'après trois mois de vie sédentaire; — 3° enfin des pupilles vicieux de l'Assistance publique.

Les colonies pénitenciaires sont publiques ou privées. « Quand les particuliers, dit la loi de 1850, voudront en fonder une nouvelle, ils devront se faire autoriser par le ministre de l'Intérieur. » La

loi indique encore que les jeunes détenus pourront, à titre d'épreuve, obtenir leur placement hors de la colonie. La loi de 1850 créait encore des colonies correctionnelles et des maisons pénitenciaires, avec la seule différence que la discipline y est plus rigoureuse et qu'un délai de six mois, de vie sédentaire y est imposé. Les maisons pénitenciaires sont créées pour les filles mineures. Elles correspondent aux colonies pénitenciaires de garçons. A leur libération, les détenus sont soumis pendant trois ans au patronage de l'Assistance publique. Telle est, dans ses grandes lignes, la loi de 1850. La pratique en a fait tout autre chose.

C'est ainsi que les quartiers distincts dans la plupart des prisons de province ne sont qu'un vain mot. La promiscuité y est inévitable. L'éducation morale, religieuse et professionnelle est restée lettre morte ; à ce point de vue les mineurs ne sont pas dans une situation meilleure que les prisonniers majeurs. Le défaut paraît résider dans cette assimilation entre deux catégories de mineurs que l'on doit séparer : prévenus et condamnés à moins de six mois. Que l'on conserve les prévenus, dans la maison de justice, en attendant la comparution devant le tribunal, c'est fort bien, et il paraît difficile de faire autrement. La prévention est, en général, de courte durée, et on tend à l'abréger le plus possible. Mais pourquoi

conserver dans les prisons les condamnés à moins de six mois ?

Pour une faute plus minime, on les met en somme dans une situation inférieure à celle des condamnés de six mois à deux ans, qui, eux, placés tout de suite dans une colonie pénitentiaire, reçoivent une culture physique et une éducation morale supérieures. D'autre part, dans la prison départementale, débarrassée des mineurs condamnés, on pourrait facilement organiser un quartier distinct pour les seuls prévenus.

Les colonies pénitentiaires, avons-nous dit, sont publiques ou privées. On divise les établissements de ce genre — colonies pénitentiaires ou colonies correctionnelles — en écoles de réforme, colonies pénitentiaires proprement dites et établissements spéciaux.

Tous ces établissements sont très disparates comme instruction et comme régime. Dans certains établissements de l'Etat, on entasse le plus grand nombre possible de détenus. C'est ainsi que 4 colonies publiques sur 6 contenaient en 1892 plus de 340 enfants, alors que le maximum n'en doit pas dépasser 300.

L'éducation professionnelle qui y est donnée est agricole, industrielle et maritime. Mais c'est surtout l'agriculture qu'on y pratique. A Aniane et à Bologne, seulement, on donne une éducation professionnelle industrielle, et à Belle-Isle on forme

des marins et des pêcheurs. La discipline est sévère, mais les punitions consistent surtout en privations de petites faveurs, ce qui ne nous paraît pas mauvais.

On n'a jamais appliqué la disposition légale qui imposait aux condamnés à deux ans de prison une détention de 6 mois. Il en est résulté ceci, c'est que ces derniers ont une situation exactement semblable à celle des enfants acquittés. Bien plus, à l'expiration de leur peine, ils sont libérés, tandis que leurs camarades moins coupables y restent enfermés jusqu'à vingt ans !

Les colonies correctionnelles sont encore à créer, car on ne peut appeler de ce nom l'ancienne maison centrale d'Eysse, près Villeneuve-sur-Lot, devenue colonie correctionnelle pour que ne soit pas tarie une importante source de revenus pour la population de ce pays.

Presque rien à dire des maisons pénitentiaires où l'on interne les filles. On en compte 9, y compris Fresnes. Leur régime est le même que celui des colonies pénitentiaires de garçons.

Si nous nous préoccupons d'examiner un peu minutieusement, en nous plaçant à un point de vue uniquement moral, le système instauré par la loi de 1890 et qui n'a pas été modifié par la loi du 28 juin 1904, nous pourrions formuler contre lui des critiques sérieuses. La première, la plus

grave peut-être, c'est la confusion des acquittés et des condamnés.

CONFUSION REGRETTABLE, DANS LES MAISONS
DE CORRECTION, DES ACQUITTÉS ET DES CONDAMNÉS

L'œuvre de relèvement de l'enfance est délicate. Elle demande beaucoup de tact et de mesure. Le législateur de 1850 a commis une faute en ne distinguant pas le condamné à une peine légère du mineur acquitté comme ayant agi sans discernement. Qu'y a-t-il, somme toute, de commun entre le premier et le second ? Le délit, mais le délit seulement, c'est-à-dire un fait matériel qui ne revêt d'importance que si l'intention qui l'a provoqué était mauvaise. Dans le premier cas, le mineur a su ce qu'il faisait ; dans le second, il a commis l'acte délictueux sans en connaître les conséquences ; il n'en a pas « discerné » la portée. « Il y a discernement, dit M. Le Poittevin, lorsque le mineur s'est rendu compte de son acte, comme un majeur dont l'état est normal serait supposé s'en être rendu compte dans les mêmes circonstances. » Le condamné, chez qui l'intention coupable existait entière, est tout à la fois plus dangereux et plus

difficilement amendable. Il est donc mauvais de le mettre en contact avec un mineur qui a peut-être commis une faute, mais qui a pêché par étourderie ou ignorance plus que par vice.

Dans le même ordre d'idées, il est déplorable aussi qu'on ne crée pas des catégories d'enfants à la colonie en se basant sur leur âge. Un mineur, entré tard à la colonie, ne peut qu'exercer une mauvaise influence sur ses camarades plus jeunes et il constitue un élément de trouble susceptible de faire perdre les résultats acquis. Voici ce que disait au Congrès pénitentiaire de 1895 M. Hullo, inspecteur des Enfants assistés : « Les établissements, tels qu'ils fonctionnent, ne sont pas à mon humble avis un remède, car ils donnent asile à des enfants non seulement de tout âge, mais arrivés à un degré de perversité plus ou moins intense. Quelques enfants, j'en conviens, peuvent devenir meilleurs ; mais je crois qu'ils se seraient amendés partout ailleurs. Quant aux incorrigibles, je crois qu'ils sortent de la maison de correction plus endurcis qu'ils n'étaient au moment de leur entrée. »

Nous nous permettons, en second lieu, de regretter que l'éducation ait lieu en commun. Elever ensemble deux ou trois cents enfants, pour les améliorer, et alors que ces enfants sont tous plus ou moins perversis, c'est là une conception regrettable du problème. Les enfants se considèrent là comme en prison. Quelle que soit la solli-

citude du directeur de la colonie, qui est à peu près la seule personne qui ait la conscience de remplir un apostolat, les éducateurs habituels auxquels on confie les enfants, manquent de l'autorité morale et de la science psychologique nécessaires à cette tâche. Les enfants ne sentent ni affection ni sympathie. Ils sont perdus dans ce vaste organisme comme une unité sans lien aucun avec un compagnon affectueux. Ce qui rend fort l'enfant ayant une famille, c'est qu'il sent autour de lui des appuis sincères, des consolations toutes prêtes. Et puis, ce sont ces mille riens qu'on trouve dans la famille, souvenirs, réunions, espoirs et projets communs. L'enfant et plus tard l'adolescent situent leur existence dans un milieu restreint. Les bons sentiments qu'ils sentent autour d'eux éveillent en eux les mêmes bons sentiments. Or, tout cela manque dans la colonie pénitentiaire, si bien organisée, si perfectionnée qu'elle soit. Sorti de là, l'enfant n'en garde que des souvenirs de rancune ou de haine, ou tout au moins d'indifférence. Tout cela, dans sa jeunesse, ne lui crée pas pour plus tard des souvenirs heureux. Au contraire, les camaraderies qu'il s'y sera créées, même mauvaises, lui laisseront de bons souvenirs, car il aura trouvé chez le camarade un être comme lui, souffrant de la même peine, en qui il aura rencontré un confident. Or, ces camaraderies de maison de correction sont livrées au

hasard, toutes les perversités y existent et le résultat en sera le plus souvent fort mauvais.

M. Jules de Nagyivany, juge hongrois, — on sait que la Hongrie possède des maisons de correction très remarquables, — disait au Congrès pénitentiaire de 1895 : « Dans ces établissements les enfants sont bien nourris. Ils travaillent avec exactitude, ils s'habituent à une obéissance rigoureuse, mais l'essentiel fait défaut, savoir : la sollicitude paternelle sans laquelle on ne saurait avoir raison de penchants pervers inculqués par la mauvaise éducation primitive. »

Nous avons déjà signalé tout à l'heure l'anomalie que constituait l'état de choses créé par la loi de 1850, faisant au condamné la part plus belle qu'au mineur acquitté comme ayant agi sans discernement. Le fait nous paraît assez important pour nous retenir un instant.

L'enfant ayant agi sans discernement est interné jusqu'à sa vingtième année dans une maison de correction. Le mineur qui a subi une condamnation inférieure à deux ans de prison, est libéré à l'expiration de sa peine, et il a subi, tout le temps que durait cette dernière, le même régime que l'acquitté. Le législateur n'a pas vu toutes les conséquences de cette situation et que le mineur délinquant préférerait à un acquittement, entraînant sa réclusion jusqu'à vingt ans dans une maison de correction, une condamnation ne le

soumettant à la même situation que pendant un laps de temps beaucoup plus court.

LA FORGE DE BOLOGNE

L'enfant considère la maison de correction comme une véritable prison. Cette impression est-elle vraie ? Il nous semble qu'il y a lieu de distinguer. Si nous nous en rapportons à un article publié assez récemment dans le journal *Le Matin* et racontant une visite à Bologne, nous devrions répondre par l'affirmative. Mais la forge de Bologne est heureusement une exception qui ne nous autorise pas à condamner en bloc tous les établissements de même ordre. Il nous paraît intéressant cependant de mentionner les impressions du rédacteur au *Matin*.

« L'aube venait de poindre, nous dit-il, lorsque j'arrivai à la maison de correction de Bologne, la forge comme on l'appelle dans le pays. L'aspect en est lugubre. Dans le petit jour du matin, la geôle d'enfants se dressait, sinistre comme une prison, avec ses longs bâtiments aux briques rouges, aux toits noircis par la fumée des usines,

avec ses cours étroites, nues et sales, où des immondices s'accumulaient.

Les yeux pleins encore de sommeil, le képi de travers, boutonnant à la hâte leur tunique d'uniforme, des gardiens aux minés rudes, leurs trousseaux de clefs énormes dans la main, s'empressaient à travers les chemins qui sillonnent la colonie. Soudain une sonnerie de clairon déchira l'air. C'était le réveil. Une rumeur emplit les couloirs sonores, des commandements retentirent. Et la cohorte misérable m'apparut. Sur deux rangs, encadrés par leurs geôliers, les colons défilèrent, et, tout, à loisir, je pus les examiner. Ils étaient là près de trois cents pêle-mêle, des adolescents et des tout petits, le teint hâve, les joues creuses, les narines pincées, la mine inquiète, lamentables sous leur bourgeron de toile dont on devinait à peine la couleur bleue sous la saleté qui s'amoncelait en larges taches noirâtres..... Le directeur déplore, en aparté, ce lamentable état de choses. Mais on a là-bas bien d'autres préoccupations. Car, si Bologne est une maison de correction, c'est aussi une exploitation industrielle montée en commandite par d'excellents actionnaires. Et c'est cela avant tout... Il est aisé alors de comprendre comment l'œuvre moralisatrice, qu'on pourrait croire cependant la seule raison d'être d'un tel établissement, n'en est plus que le prétexte trompeur, et comment tous les

soucis de la vie physique et morale disparaissent devant cette nécessité de production, devant l'indispensable obligation de réaliser, avec le minimum de frais, le maximum de bénéfices.

» L'enfant n'est plus ici l'être malheureux qui, par les lois naturelles et sociales, a droit à l'affection et à l'éducation que les hasards de sa naissance lui avaient refusées ; il n'est plus qu'une machine à produire... Et ces adolescents ont conscience de l'inutilité de l'effort quotidien. Afin d'éviter les lenteurs et les pertes de temps, le principe de la division du travail préside au labeur de l'atelier. La tâche est répartie de telle sorte que chaque ouvrier n'est jamais occupé qu'au même détail de fabrication, et l'outil, avant d'être achevé, aura passé par cinquante mains. Le même enfant, pendant des années, vissera toujours le même boulon sur le même pas de vis ; tel autre limera toujours la même partie de la même pièce d'acier. Et lorsque, arrivé à âge d'homme, il dépouillera la casaque du détenu pour rentrer dans la vie qu'il ignore, il se trouvera sans métier, sans ressources, avec le seul souvenir des longues années passées là-bas, au bagne des petits. Que veut-on qu'il devienne ? »

A généraliser un peu hâtivement la description que nous venons de reproduire, et à juger toutes les maisons de correction d'après le type qui nous est donné ici, on commettrait une grave erreur et une injustice. La colonie des Douaires, notam-

ment, où, dans la pratique, l'Administration pénitentiaire groupe tous les jeunes condamnés, est toute différente. La colonie de Mettray peut être opposée à la forge de Bologne, et nous témoigne des heureux résultats que peuvent donner une initiative intelligente jointe au désir impérieux de faire du bien.

COLONIE DE METTRAY

C'est en 1839 que M. de Courteilles, renonçant au monde, et M. Dometz, qui abandonnait la belle position qu'il occupait dans la magistrature, prirent la généreuse initiative qui devait être leur commune gloire. En juillet 1839, une partie du domaine de M. de Courteilles, placé dans la commune de Mettray, à deux lieux de Tours, est choisie pour y fonder un établissement, et le 22 janvier 1840, date mémorable dans les fastes du système pénitentiaire, la colonie modèle est en mesure de recevoir ses premiers hôtes. Et les éloges de leurs contemporains témoignaient à MM. de Courteilles et Dometz, qu'ils avaient fait une œuvre durable. « Plus heureux que le chef suprême de l'Etat, disait M. Huot, ils allaient eux-mêmes arra-

cher de leurs mains aux horreurs de la prison leurs premiers colons ; ils allaient porter aux captifs d'une espèce à part, innocents mais prisonniers, acquittés mais détenus, ils allaient porter à ces malheureux la bonne nouvelle. » M. Cochin s'exprimait de façon à peu près identique quand il écrivait : « Ce n'est pas seulement à une œuvre morale utile, logique, que s'adonnait cette fondation ; ce n'est pas seulement un besoin du pays qu'elle satisfaisait ; elle venait combler une lacune de la loi, remplir un devoir du gouvernement, la majeure partie des enfants acquittés comme ayant agi sans discernement étant enfermés dans les maisons de réclusion au double mépris de la justice et de la loi. »

Il est donc permis de dire que si l'on peut critiquer à certains points de vue les maisons de correction, il convient aussi de rendre hommage aux efforts qu'elles tentent et aux résultats qu'elles obtiennent. Nous verrons plus loin que certains colons sont devenus des hommes d'une grande moralité, bons époux et éducateurs consciencieux. De cela, il faut savoir très grand gré aux entreprises ou publiques ou privées qui ont su ramener l'enfant aux bons sentiments qu'un moment d'égarement lui avait fait oublier.

Les fondateurs de Mettray ont eu des imitateurs, c'est-à-dire que l'œuvre de Sainte-Hoy reçoit les enfants envoyés en correction par les tribunaux.

Nous avons déjà indiqué, en nous occupant des œuvres de préservation, ce qu'était cette colonie. Nous ne la mentionnons donc que pour mémoire, et pour rappeler qu'elle est tout à la fois préventive et répressive. La colonie de Sainte-Foy est complétée par une œuvre de patronage, chargée de suivre ses pupilles lors de leur libération. Plessis-Piquet est une œuvre du même genre que Sainte-Foy. Nous en avons parlé déjà. Nous n'y reviendrons donc pas.

ATELIER-REFUGE DE DARNETAL

Il est un établissement qu'il nous paraîtrait souverainement injuste de passer sous silence. C'est l'atelier-refuge de Darnetal, créé près de Rouen il y a plus de cinquante ans. Depuis sa fondation, cet atelier a reçu près de 5.000 jeunes filles. Dans ce nombre 4.000 ont été envoyées par l'Administration pénitentiaire, et 1.000 environ, soit par l'Assistance publique, soit par les Comités de défense des enfants traduits en justice.

En février 1905, il y avait 304 pensionnaires :

120 venant de l'Administration pénitentiaire.

132 venant de l'Assistance publique.

34 — des Comités de défense.

18 patronnés.

Pour les pénitenciers, la maison reçoit par tête et par jour 0 fr. 60.

Pour les pupilles de l'Assistance elle ne reçoit que 0 fr. 55.

Les bâtiments de Darnetal sont très simples et rien ne révèle à l'extérieur l'objet de la maison. Les dortoirs, les ateliers sont gracieux, bien éclairés. On s'est préoccupé d'assurer partout un bien-être hygiénique. Les enfants de l'Assistance publique sont séparées des pénitenciers. Celles-ci sont divisées en deux catégories : catégorie des jeunes, qui ont un dortoir, — chauffé en hiver, — un atelier, un réfectoire et une cour ; catégorie des grandes, qui ont neuf dortoirs, trois ateliers, un réfectoire, une cour.

L'infirmerie de 12 lits est commune. Le médecin vient trois fois par semaine et, le cas échéant, tous les jours. Voyons maintenant le régime moral et les procédés de redressement.

Quand une enfant arrive, elle est placée dans l'atelier près d'une religieuse qui l'observe et s'efforce de pénétrer son caractère. Quand on connaît ou à peu près la nouvelle venue, on la dirige soit sur les champs, soit sur les ateliers. Et le travail intéressant qui lui est donné, joint à l'affection que

leur témoignent les surveillantes, ramène le plus souvent au bien ces pauvres égarées.

« Quelle œuvre, disait M. Louis Herbet, dans l'œuvre pénitentiaire, que de reprendre corps et âme ces malheureuses, de leur apprendre la conscience, cette pudeur morale, avec les autres pudeurs qu'elles ont oubliées !... A mesure qu'elles deviennent honnêtes et laborieuses, elles redevennent enfants, et rien n'est plus touchant que de voir l'obéissance obligée de se transformer en déférence pour leurs maîtresses, pour leurs directrices, puis en affection sincère, dernière étape et dernière ligne de retour au bien. »

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENGAGÉS VOLONTAIRES

Et maintenant, et avant de terminer cet examen rapide des œuvres de réhabilitation, qu'il nous soit permis de parler d'une des plus belles, la plus belle peut-être, la Société de protection des engagés volontaires, fondée en 1878 par un magistrat, M. Félix Voisin. M. Voisin voulut fonder une Société qui préservât de la misère et du vice les enfants élevés par l'Administration pénitentiaire ou l'Assistance publique, au moment où, atteints par

la limite d'âge, ils devaient être rendus à la liberté. Qu'il soit pupille ou détenu dans une maison de correction, l'enfant devenu jeune homme doit voir s'ouvrir toutes les portes devant lui quand il est parvenu à sa majorité. Mais que fera-t-il de sa liberté ? supportera-t-il un changement d'existence aussi radical ?

C'est à ce danger qu'a pourvu M. Félix Voisin, en ménageant à ces jeunes gens, comme période de transition, une existence aussi méthodique que celle qu'ils quittaient, mais leur offrant néanmoins une certaine dose de liberté. Pour préparer cet enfant d'hier, cet homme de demain, aux luttes de la vie, il n'a pas cru pouvoir mieux faire que le confier à notre armée nationale. M. Voisin fait tous ses efforts pour obtenir l'engagement de ses protégés à l'âge de 18 ans.

Une fois le jeune homme engagé, la Société ne le quittera plus. Elle remplacera pour lui la famille absente, le recommandera dès son arrivée au corps, le suivra de près en exigeant de lui une lettre trimestrielle. Des tournées d'inspection permettent à la Société de rester constamment en contact avec ses pupilles, qu'elle protège et au secours desquels elle vient, s'ils commettent une faute, auxquels elle envoie de temps en temps une pièce de 5 francs, dans les circonstances heureuses de leur carrière.

La Société s'inquiète tout particulièrement de

ceux de ses pupilles qui ont subi des condamnations. Elle s'efforce de les rendre à la société lavés de toute flétrissure ; tant que le soldat fait preuve de bonne volonté on le soutient. Si sa mauvaise conduite est persistante, au contraire, on le raye impitoyablement. Signalons pour terminer deux faits assez récents :

H..., caporal, pupille de la Société, demande à M. Voisin de reporter les libéralités qu'il a coutume de lui faire sur un soldat de son escouade dont la famille est plongée dans le plus complet dénuement.

R..., enfant moralement abandonné, apprenant que son père est dans une complète misère, demande que la Société envoie à ce dernier les petites sommes qui lui sont destinées.

Nous voilà parvenu à la limite de cette étude. Nous nous proposons de savoir de quelle manière on avait répondu aux instructions du législateur et par quelles œuvres, par quels moyens on était parvenu à assurer la préservation et, quand il y avait lieu, la réhabilitation de l'enfance.

Toutes ces mesures sont à l'honneur de notre époque, et il est glorieux pour notre vingtième siècle qu'il ait cherché à connaître tous les maux des

sociétés modernes pour mieux les panser et les guérir ; et que, dans son ardent désir de régénération, il ait voulu descendre jusque dans les extrêmes bas-fonds de la civilisation, pour y faire pénétrer un rayon d'espérance et de tendresse.

VU : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

Montpellier, le 17 mars 1908.

BRÉMOND.

Montpellier, le 17 mars 1908.

VU : Le Doyen,
VIGIÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 18 mars 1908.
Le Recteur,
Ant. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
PREMIÈRE PARTIE. — ASSISTANCE MATÉRIELLE....	15
HISTORIQUE DE LA LOI DU 27 JUIN 1904.....	17
CHAPITRE PREMIER. — Admission dans les services de l'Assistance.....	21
CHAPITRE II. — Pupilles de l'Assistance publique...	24
Tutelle des pupilles.....	25
Conseil de famille des pupilles.....	30
CHAPITRE III. — Placement des enfants assistés.....	32
Devoir des nourrices.....	34
Du caractère secret que présentent les place- ments de l'Assistance.....	36
Obligation des parents vis-à-vis des enfants re- cueillis.....	38
Biens laissés à leur mort par les pupilles.....	39
Libéralités faites aux départements.....	40
CHAPITRE IV. — Enfants secourus, en dépôt et en garde.....	42
A. Enfants secourus.....	43
B. Enfants en dépôt.....	44
C. Enfants en garde.....	45
DEUXIÈME PARTIE. — PRÉSERVATION DE L'ENFANCE	47
CHAPITRE PREMIER. — Causes physiologiques de cette criminalité des jeunes.. ..	53
Des logements insalubres.....	53
Des facteurs morbides. — De l'alcoolisme.....	56
De l'hérédité.....	62

De la mauvaise influence de l'atelier.....	68
Lois protégeant l'enfant à l'atelier.....	69
CHAPITRE II. — Des causes psychologiques de la criminalité infantile.....	77
De la famille.....	77
Répercussion désastreuse sur l'enfant de la désagrégation de la famille.....	79
Triste influence sur l'enfant d'un foyer désuni...	82
De l'éducation.....	87
CHAPITRE III. — Remèdes apportés à cet état de choses par le législateur de 1904.....	91
Du placement familial.....	91
CHAPITRE IV. — OEuvres privées de protection.....	95
Du patronage familial.....	96
Société générale de protection.....	99
Colonie d'Orgeville.....	100
Du patronage de l'enfance.....	104
OEuvre de Sainte-Foy et de Plessis-Piguet.....	107
Comité de défense des enfants traduits en justice	108
TROISIÈME PARTIE. — RÉHABILITATION DE L'ENFANCE.....	113
CHAPITRE PREMIER. — De la responsabilité chez l'enfant.....	116
CHAPITRE II. — Enfants acquittés comme ayant agi sans discernement. — Enfants abandonnés.....	119
CHAPITRE III. — Des Maisons de correction.....	123
Régime des Maisons de correction.....	124
Confusion regrettable, dans les Maisons de correction, des acquittés et des condamnés.....	128
La Forge de Bologne.....	132
Colonie de Mettray.....	135
Atelier-Refuge de Darnetal.....	137
Société de protection des engagés volontaires...	139

